



OPÉRATION DE RECHERCHE ET DE RATISSAGE DANS LA FORÊT D'OUED EDOUAR

Les 7 terroristes abattus à Skikda identifiés

P.16



EN CONSTRUCTION DEPUIS PLUS DE 12 ANS

CHU de Bejaia, rêve ou réalité ?

P.16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 21 FÉVRIER 2022 // N°247 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

ELLES AGISSAIENT SOUS COUVERT D'ACTIVITÉ COMMERCIALE

10 personnes arrêtées à Alger dans une affaire de prostitution

P.2

50 REQUÊTES AUPRÈS DU MINISTÈRE POUR SPÉCULATION, RÉTENTION ET VENTES CONCOMITANTES

Les pharmaciens dénoncent des pratiques illicites

P.2



DOUANES ALGÉRIENNES **Plus de 500 000 euros ont été saisis en 2021**

P.4



BENJAMIN STORA **«Très difficile de fabriquer du consensus sur la guerre d'Algérie»**

P.2



GROS INVESTISSEUR, 5^e PRODUCTEUR DE GAZ NATUREL AU MONDE ET 1^{er} EXPORTATEUR DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

Pourquoi le Qatar est important pour l'Algérie



- 4 ACCORDS ET MÉMORANDUM D'ENTENTE SIGNÉS
- LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇU PAR L'EMIR DU QATAR CHEIKH TAMIM BEN HAMAD AL-THANI
- L'ACTION ARABE COMMUNE ET LES DÉFIS À RELEVER PASSÉS EN REVUE

P.3



DES PARTENARIATS AVEC CEVITAL ET MOBILIS DEVRAIENT ÊTRE CONCLUS DANS LES PROCHAINS JOURS

Condor
nouveau sponsor de la JSKabylie

P.11



BENJAMIN STORA : « TRÈS DIFFICILE DE FABRIQUER DU CONSENSUS SUR LA GUERRE D'ALGÉRIE »

À l'occasion des soixante ans des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, « Ouest-France » publie un hors-série intitulé France et Algérie : comprendre l'histoire, apaiser les mémoires. Ce hors-série revient sur l'histoire commune de la France et de l'Algérie et les initiatives pour apaiser les mémoires des deux côtés de la Méditerranée. A cette occasion, l'historien Benjamin Stora nous

a accordé un entretien. Spécialiste de l'histoire de l'Algérie, il est également l'auteur d'un rapport, remis en janvier 2021 au président Macron, sur Les questions mémorielles portant sur la colonisation et la guerre d'Algérie. Selon l'historien Pierre Nora, « l'histoire rassemble, la mémoire divise ». Pourquoi alors, le travail des historiens a-t-il tant de mal à rassembler les mémoires sur la

guerre d'Algérie ? Le travail des historiens est considérable sur la guerre d'Algérie. À la fin des années 1990, j'avais recensé près de 3 000 ouvrages. Pourquoi est-ce si difficile ? Parce que, déjà, l'Algérie n'était pas une colonie française comme les autres. Contrairement au Maroc, à la Tunisie, au Sénégal ou à l'Indochine, c'était des départements français, une partie du territoire national.

50 REQUÊTES AUPRÈS DU MINISTÈRE POUR SPÉCULATION, RÉTENTION ET VENTES CONCOMITANTES

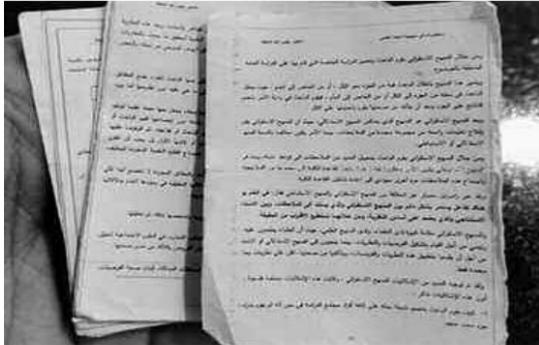
LES PHARMACIENS DÉNONCENT DES PRATIQUES ILLICITES

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique (MIPH) a reçu 50 requêtes émanant des pharmaciens d'officine pour dénoncer des pratiques illicites de certains distributeurs, telles que la vente concomitante, a indiqué le ministère dans un communiqué. Ces requêtes reçues via l'email requete-medic@miph.gov.dz « sont actuellement prises en charge par l'inspection générale du ministère », note la même source. Les

équipes d'inspection relevant de l'inspection générale du ministère et celles relevant des brigades mixtes ministère du Commerce-MIPH; ont effectué durant la période allant du 13 au 17 février en cours, 15 visites d'établissements pharmaceutiques de distribution. Dans le Centre, l'Est et l'Ouest du pays, dans le cadre de la lutte contre les pratiques illégales de spéculation. De rétention ou de ventes concomitantes.

LA CULTURE DU COPIAGE DANS LES UNIVERSITÉS DES COPIÉS-COLLÉS POUR FUTURS CADRES DE L'ETAT

Ces minuscules coupons sur la photo ont été trouvés dans un coin bien discret d'une salle de cours et étaient en réalité destinés à aider les tricheurs pour copier des modules pourtant simples à retenir; plusieurs dizaines de ces coupons de leçons sont ainsi tombées de façon tout à fait impromptue entre les mains d'un enseignant, Abdelahfid Bekkis, qui est lui-même chargé de ce module. Étonné devoir un si grand nombre de coupons, lesquels indiquent évidemment le si grand nombre de copieurs, il a relevé néanmoins trois curiosités. 1°, il s'agissait d'étudiants en master,



ce qui de toute évidence devait former des étudiants plus studieux ; 2°, le (s) copieur (s) ne s'est même pas donné la peine de synthétiser le module et d'en résumer l'essentiel, se contentant d'en reproduire l'ensemble, ce qui est tout à fait un comportement puéril, pour ne pas dire défi-

cient ; 3°, le temps imparti à reproduire ces minuscules coupons aurait suffi aux élèves pour lire, comprendre et maîtriser leur sujet. Et à l'enseignement de résumer : « C'est cette génération qui va, demain, prendre les commandes du pays et le mener à des lendemains meilleurs ? »

SCÈNES DE LIESSE À BAMAKO APRÈS L'ANNONCE DU DÉPART DES FORCES FRANÇAISES

Des centaines de personnes se sont rassemblées place de l'indépendance à Bamako pour fêter le départ des forces françaises du Mali. En effet, ils étaient des centaines - voire quelques milliers - de personnes se sont réunies à Bamako pour manifester

leur joie suite au départ annoncé de troupes françaises du Mali, selon RFI. Ce rassemblement s'est tenu à l'appel du collectif Yéréwolo-Debout sur les remparts qui réclame depuis sa création il y a trois ans le retrait de l'armée française du pays.

LIBYE : GOUVERNEMENT ET ARMÉE DIVISÉES, LE PEUPLE DANS L'EXPECTATIVE

En Libye, depuis la nomination de Fathi Bachagha par le parlement de Tobrouk, le 10 février dernier, en tant que Premier ministre à la place d'Abdel Hamid Dbeibah, le pays est plus divisé que jamais. A Tripoli, c'est un rema-

ke de « Un fauteuil pour deux » qui se joue. En effet, deux Premiers ministres occupent actuellement cette fonction. Et le calme qui règne sur place n'est que très précaire. Les deux responsables alignent leurs partisans et

leurs milices. Mais étonnamment, la situation est paisible, en attendant que le nouveau Premier ministre Fathi Bachagha annonce ses choix pour son futur gouvernement. D'ici là, les pourparlers entre l'est et l'ouest patinent.

POURQUOI LES MÉDIAS FRANÇAIS S'ATTAQUENT ÉPISODIQUEMENT À ALGÉRIE ?

La réponse du politologue Hassan Kacimi

«Le feuilleton de déstabilisation de l'Algérie prend toutes ses formes, y compris celle subversive, et revient de manière cyclique à chaque fois que l'Algérie est sur la bonne voie et entretient des relations très fortes sur les plans international et régional », a estimé hier, Hassan Kacimi, politologue et expert en questions géopolitiques et des migrations, suite à la récente diffusion sur la « chaîne publique française », Arte, de la série fiction Alger confidentiel. Une série qui, de l'avis de l'invité de la Radio, n'a d'abord «rien de confidentiel», et remet ensuite à l'ordre du jour la thèse révolue du « Qui tue qui ? » par l'instrumentalisation de la tragédie nationale à des fins subversives. Lors de son passage à l'émission



L'invité de la rédaction de la Radio Chaîne III, le politologue a expliqué que « cette thèse a déjà été démontée, y compris par de grosses pointures du contre-espionnage français à l'image

de Yves Bonnet et qui ont affirmé que l'Armée algérienne n'avait absolument rien à voir avec l'assassinat des moines de Tibhirine certifiant qu'ils l'ont bien été par les groupes terroristes ».

VOL DES GRILLES D'AVALOIRS DE LA GRANDE MOSQUÉE D'ALGER

Visiblement, les avaloirs continuent de disparaître en Algérie. Plusieurs vols ont désormais été signalés Alger. A bordj El Kiffan surtout, où la mosquée a été cambriolée et les avaloirs des alentours volatilisés. Mais s'en prendre à la Grande Mosquée d'Al-

ger, c'est une tout autre histoire. Selon de sources concordantes, la brigade locale de la Gendarmerie Nationale a procédé au démantèlement d'un réseau spécialisé dans le vol des grilles d'avaloirs à Alger, où 16 grilles ont été saisies près de la Grande Mosquée d'Alger.

Les mêmes services sont intervenus suite aux informations recueillies affirmant qu'un véhicule suspect sans plaque d'immatriculation rode près la zone industrielle, et trois personnes ont été arrêtées, puis conduites à la brigade, où ils ont avoué avoir dérobé les couverts d'avaloirs.

DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL: L'ESPAGNE EXHORTÉE À ASSUMER SON RÔLE ET À RECTIFIER SES ERREURS

L'Espagne a une responsabilité juridique, historique, politique et mora-

le envers le peuple sahraoui, et doit assumer son rôle dans l'aboutissement de la décolonisation du Sahara occidental occupé, a affirmé le président de la République sahraouie, Brahim Ghali. "L'Espagne ne peut abandonner unilatéralement sa responsabilité juridique, historique, politique et morale envers le peuple sahraoui. C'est la puissance administrante du Sahara occidental et c'est à elle d'assumer son rôle essentiel dans l'aboutissement de la décolonisation du territoire", a déclaré M. Ghali à l'agence de presse espagnole Efe, à l'occasion de sa participation au sommet entre l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) à Bruxelles.

GROS INVESTISSEUR, 5^E PRODUCTEUR DE GAZ NATUREL DU MONDE
ET 1^{ER} EXPORTATEUR DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

Pourquoi le Qatar est important pour l'Algérie

Il a en quelques petites années « phagocyté » les sports, les médias, l'industrie du divertissement, mais surtout l'économie et le commerce. Comment un si petit émirat du Moyen-Orient d'une superficie de 11 586 km a-t-il pu, en peu de temps, devenir une puissance qui s'immisce dans les affaires des grands de ce monde ?



Pour l'Algérie, le Qatar doit devenir un partenaire stable, en le liant à des accords économiques stratégiques et une politique réaliste ; ce sont là les deux points d'appui pour Alger de voir Doha devenir rapidement « rentable ». Débarrassé de ses « penchants » hégémonistes du Printemps arabe, où son arme médiatique, Al Jazeera (tombé en désuétude depuis lors) avait joué, avant terme, son « big reset », le Qatar est remis sur des rails plus conformes ; et c'est tant mieux pour l'Algérie.

Le Qatar est le cinquième producteur de gaz naturel du monde après la Russie, les États-Unis, le Canada et l'Iran

; il est devenu le premier exportateur de gaz naturel liquéfié. Le pays est aussi un producteur de pétrole, mais de taille moyenne. La montée en puissance économique du Qatar est orchestrée par le Qatar Supreme Council for Economic Affairs and Investment, dont la stratégie vise à utiliser les opportunités de la mondialisation (le Qatar est membre de l'O.M.C. depuis janvier 1996) et à impulser le développement par un volontarisme copié sur Singapour ou Dubaï. Il s'est parallèlement lancé dans une politique de privatisations de nombreux secteurs : l'eau, l'électricité, la poste, avec une politique favorisant la « qatarisation

de l'emploi » dans les entreprises privées étrangères installées au Qatar. Le Qatar affiche un des premiers P.I.B. par habitant au monde (97 000 dollars en 2011 selon le F.M.I.).

Le Qatar Investment Authority (capitalisé en 2011 à hauteur de 100 milliards de dollars) a joué le rôle de locomotive pour faire avancer toutes les institutions de l'émirat; ce fonds souverain a mené une politique d'acquisitions stratégiques dans des entreprises internationales (Barclays, Lagardère, Veolia, Total, Porsche, Volkswagen, London Stock Exchange, etc.) plus qu'une politique de placements spéculatifs (ses

moyens sont plus faibles que le fonds souverain d'Abou Dhabi par exemple). La visibilité internationale et le prestige sont aussi des éléments importants des investissements qataris (magasins Harrods, nombreux palaces dans le monde entier, club de football du Paris-Saint-Germain, projets d'investissements dans les banlieues françaises en 2012, etc.). Enfin, le Qatar investit dans les terres agricoles en Afrique (Madagascar, Soudan) ou au Pakistan pour sécuriser son approvisionnement alimentaire, et dans des sociétés de négoce de matières premières stratégiques.

I.M.Amine

DISPOSITIFS D'AIDE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE ET D'INSERTION SOCIALE

LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR AFFECTE DES POSTES VACANTS AUX BÉNÉFICIAIRES

Le secteur de l'Intérieur veille à affecter les postes vacants aux bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et d'insertion sociale (PID), a affirmé dimanche à Alger le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamal Beldjoud. Présentant les principaux axes relatifs à la mise en œuvre des affectations consacrées à son secteur au titre de l'exercice 2019, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a expliqué que le secteur s'attachait à "l'exploitation des postes vacants en fonction des besoins réels de ses services en application de la politique du Gouvernement en la matière notamment en ce qui concerne l'affectation des postes vacants aux bénéficiaires du DAIP et du PID. Il a également insisté sur l'élaboration rigoureuse et précise des prévisions financières tout en définissant les affectations financières dans la limite des besoins réels fixés à priori, en vue de garantir la crédibilité des prévisions et d'éviter, ainsi, de réserver des affectations sans les consacrer notamment en cette conjoncture, marquée par la baisse des ressources financières qui implique la rationalisation des dépenses". A ce propos, Beldjoud a fait savoir que le budget équipement de 2019 s'inscrivait dans la continuité des programmes d'investissement engagés pour parachever les projets de développement tracés auparavant, relatifs notamment à la modernisation de l'administration pour la promotion du Service public.

Ce budget a été affecté à "l'organisation de l'aménagement du territoire, la garantie de l'ordre et de la sécurité publics et le renforcement de la protection civile et la prévention contre les risques".

I.Med

ALGÉRIE-QATAR : 4 ACCORDS ET MÉMORANDUM D'ENTENTE SIGNÉS



L'Algérie et le Qatar ont signé hier, à Doha, plusieurs mémorandums d'entente et accords de coopération dans le cadre de la visite d'Etat qu'effectue le président de la République, Abdelmadjid Tebboune au Qatar à l'invitation de l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani. La cérémonie de signature des accords s'est déroulée au Palais princier Qatari, sous la supervision du Président Tebboune et l'Emir de l'Etat du Qatar.

Le premier accord portant sur l'établissement de concertations politiques et la coordination entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays, a été signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté

nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra et le cheikh Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères du Qatar.

Le deuxième accord qui a trait à la coopération juridique et judiciaire en matière pénale entre les deux gouvernements, a été signé par le ministre de la Justice, garde des Sceaux Abderrachid Tabi, et le procureur général du Qatar, bin Saad Al Nuaimi.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou et la ministre qatarie du Développement social et de la Famille, Mariam Bint Al-Misnad ont procédé à la signature d'un accord

dans le domaine du développement social et de la famille.

Dans le domaine de l'enseignement, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane, et la ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Qatar, Buthaina Bint Ali Al Jabr Al Nuaimi, ont procédé à la signature du deuxième programme exécutif en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et technologique en vertu de l'accord de coopération dans les domaines éducatif et scientifique entre les Gouvernements des deux pays pour les années scolaires (2022-2025).

M.Emad-Eddine

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE REÇU PAR L'EMIR DU QATAR CHEIKH TAMIM BEN HAMAD AL-THANI L'action arabe commune et les défis à relever passés en revue

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est entretenu hier, à Doha, avec Son Altesse l'Emir Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, Emir de l'Etat du Qatar, dans le cadre de la visite d'Etat de deux jours qu'il effectue au Qatar. Des entretiens

bilatéraux élargis aux ministres et responsables des deux pays ont eu lieu avant que le président de la République et l'émir du Qatar s'entretenant en tête à tête. A l'issue de ces entretiens, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani a offert un déjeuner en l'honneur du

Président Tebboune et de la délégation qui l'accompagne. L'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, a indiqué qu'il œuvrait avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la promotion de la coopération bilatérale à la hauteur

des ambitions des deux peuples frères. L'Emir du Qatar a précisé avoir examiné avec le président Tebboune «l'action arabe commune et les moyens de la renforcer et de relever les défis auxquels sont confrontés la région et la nation arabes».

I.M.

UNE AUTRE DÉVALUATION DU DINAR AURA L'EFFET D'UN COUP DE MASSUE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

De l'urgence de mettre à jour le plan d'action du gouvernement

L'imminente nouvelle dévaluation du dinar algérien inscrite dans le plan d'action du gouvernement que préside Aïmane Benabderahmane, (une mesure qui prévoit de modifier la parité de la monnaie nationale en diminuant sa valeur), devient une entreprise puérile puisque les mesures à caractère sociale engagées par le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, ne sauraient avoir valeur avec une monnaie qui vaudra moins que son niveau actuel.

Par Zacharie S Loutari

Certes, depuis la mise en vigueur du régime de change fixe, soit le régime où le cours d'une devise est fixé par rapport au dollar et à l'Euro, la dévaluation monétaire était une arme économique pour promouvoir l'exportation. Cependant l'obligation pour notre pays d'aller vers la libéralisation des échanges et de la finance rendent toute nouvelle dévaluation, insensée, voir contreproductive.

A s'en tenir à la théorie économique, il s'avère vrai que la dévaluation monétaire améliore la compétitivité des produits domestiques et permet de restaurer l'équilibre de la balance commerciale. Ses conséquences se décomposent en deux effets : un effet prix et un effet volume. A court termes, la dévaluation aggrave le déficit commercial car les termes de l'échange se dégradent : le prix des importations se renchérit alors que le pouvoir d'achat des exportations diminue, c'est l'effet prix. A moyen terme, intervient un impact sur les volumes, la dévaluation permet d'accroître la compétitivité des exportateurs. Ce changement de prix relatif conduit à une demande plus importante venue de l'extérieur et à une substitution des biens importés pour des biens locaux



dans la consommation domestique. Grâce aux phénomènes multiplicateurs, cette hausse de la demande de biens d'exportation et de substitut s'étend à l'ensemble de l'économie entraînant une hausse de la demande globale stimulant la croissance.

Mais au-delà de l'aspect théorique, la réalité algérienne nous

enseigne qu'à chaque fois que notre monnaie nationale perd de sa valeur, il devenait pratiquement impossible de rétablir sa crédibilité.

Aussi le cycle d'hyperinflation vers lequel semble se diriger l'Algérie enlèverait de lui-même par effet automatique toute valeur à notre monnaie nationale. De ce fait, les prévi-

sions risqueront de devenir impossibles, et les entreprises n'auront d'autres choix que de recourir au placement de leur argent dans des actifs qui risquent le moins de perdre de leur valeur comme l'immobilier, plutôt que d'investir, ce qui asphyxiera inexorablement la croissance.

En réalité la politique de déva-

luation à laquelle s'attache mordicus Aïmane Benabderahmane, chef de l'exécutif est loin d'être un miracle, ils'agit d'un outil monétaire avec pour le cas de l'Algérie plus d'inconvénients que avantages, et dont l'efficacité serait nulle compte tenu de la structure de l'économie de notre pays et de sa situation conjecturale.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

PERTURBATION DU TRAFIC DANS LA BANLIEUE D'ALGER

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé que le trafic ferroviaire dans la banlieue algéroise a connu hier, des perturbations sur la ligne Alger vers El Affroun. « La Société nationale des transports ferroviaires a le regret d'informer son aimable clientèle que les trains de banlieue en partance d'Alger vers El Affroun, Thenia et Zeralda (et retour), connaîtront des perturbations dans leur marche, durant la journée de ce dimanche 20 février 2022 », indique un communiqué de la SNTF, qui « s'excuse auprès de ses clients des désagréments causés par cette perturbation. » Beaucoup d'usagers se sont plaints en effet, durant la journée d'hier, des retards ou des suppressions de trains, ne comprenant pas les dessous, et point un doigt sur la très mauvaise communication de la Sntf qui a littéralement négligé ses obligations envers ses clients, ont-ils abondamment écrit sur les réseaux sociaux.

I.M.

RECETTES DOUANIÈRES

Une augmentation de plus de 1036 milliards de dinars en 2021

Par Zacharie S Loutari

Alors que l'on commençait à craindre des perspectives plutôt grisâtes en 2021 à cause de l'apparition de la nouvelle souche de coronavirus, omicron, en l'occurrence, dont la vitesse de propagation a veint réimposé les mesures de restriction sanitaire, les objectifs fixés à l'avance par les services de la douanes, notamment dans les lois de finances et complémentaires pour l'année 2021 ont été concrétisés avec succès. On note même une légère augmentation des recettes douanières par rapport à l'année 2020, au cours de laquelle le montant de mille milliards de dinars a été collecté. L'annonce a été faite aujourd'hui Dimanche 20 février par le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, Adel Habsa sur le plateau via les ondes de la radio chaîne 1. Dans ce sens, l'invité de la chaîne 1 a fait savoir les recettes douanières de l'Algérie se sont établies à plus de 1036 milliards de dinars en 2021, indiquant que cela représentait une part importante des recettes ordinaires du Trésor public. Le même responsable à la direction générale des douanes, a révélé que plus de 500 000 euros et 1 400

000 comprimés hallucinogènes ont été saisis en 2022. Questionné sur la loi de finances en vigueur et ses effets sur le secteur douanier, Adel Habsa a confirmé que la loi prévoyait un ensemble de procédures, notamment celles liées à la clarification des missions de l'administration douanière d'une manière qui lui permettrait de mieux s'acquitter de ses tâches de contrôle. Habsa a expliqué que les autorités douanières ont mené plus de 1 200 opérations au cours de l'année écoulée, au cours desquelles plus de 500 000 euros et 1,4 million de comprimés psychotropes ont été saisis. , ainsi qu'un nombre important de voitures. Abordant les missions allouées à son organisme, l'invité de la chaîne 1 a fait savoir qu'à l'évidence, la douane contribue directement et indirectement à la compétitivité économique, mais pas de manière massive. Adel Habsa a expliqué dans ce sens que 'agissant des politiques gouvernementales, la mise en œuvre de politiques fiscales et monétaires appropriées constitue la principale contribution à la compétitivité économique, notamment en période de crise économique, détaillant que la contribution de la douane en matière de compétitivité économique s'articule

autour de trois grands axes. Il s'agit selon l'invité de la chaîne 1 en premier lieu de la facilitation des échanges, en deuxième lieu du recouvrement des recettes et en troisième lieu de la protection de la société. Evoquant le volet de la facilitation des échanges, Habsa dira que celle-ci implique l'amélioration de l'efficacité des procédures douanières afin de diminuer le coût des transactions commerciales pour les entreprises. Il s'agit de simplification et harmonisation des procédures du commerce international a-t-il expliqué assurant que la facilitation des échanges débouche sur un dédouanement plus rapide et sur un temps d'immobilisation plus court pour le commerce légitime. Abordant le deuxième élément, à savoir le recouvrement des recettes, Habsa a fait savoir que même s'il revêt un caractère plus indirect en termes de contribution à la compétitivité économique, celui-ci n'en est pas moins tout aussi important soulignant que le recouvrement des recettes par le gouvernement est depuis longtemps considéré comme un élément nécessaire à l'Etat pour asseoir son autorité afin d'assurer la protection des droits de propriété.

Z. S. L.

DOUANES ALGÉRIENNES

Plus de 500 000 euros ont été saisis en 2021

Le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers, Adel Habsa, a révélé aujourd'hui que plus de 500 000 euros et 1 400 000 comprimés de psychotropes ont été saisis lors de 1 200 opérations enregistrées au cours de l'année 2021.

Lors de son apparition à la radio chaîne 1, Habsa a expliqué que les autorités douanières ont mené plus de 1 200 opérations au cours de l'année écoulée, au cours desquelles plus de 500 000 euros et 1,4 million de comprimés psychotropes ont été saisis, ainsi qu'un nombre important de voitures, alors que le volume de collecte douanière dépassait 1036 milliard de dinars algériens.

L'invité a souligné qu'une légère augmentation a été enregistrée dans ce cadre par rapport à l'année 2020, au cours de laquelle le montant de mille milliards de dinars a été collecté, ajoutant que la collecte du montant concrétise les objectifs fixés à l'avance, notamment dans le domaine financier.

Interrogé sur la loi de finances en vigueur et ses effets sur le secteur douanier, le directeur de la législation, de la réglementation et des systèmes douaniers à la direction générale des douanes a confirmé que la loi prévoyait un ensemble de procédures, notamment celles liées à la clarification des devoirs de l'administration douanière d'une manière



qui lui permettrait de mieux s'acquitter de ses tâches de contrôle.

Concernant la saisie de devises, pas une semaine ne passe sans qu'on évoque un cas ou un autre, impliquant des Algériens ou des étrangers. Il y a juste une semaine, la police des frontières (PAF) de l'Aéroport international "Houari Boumediène" a arrêté un ressortissant turc qui

tentait de transférer illicitement un montant de 165.000 euros vers Istanbul, selon un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

La PAF de l'Aéroport international "Houari Boumediène" a procédé, la fin de semaine écoulée, "à l'arrestation d'un ressortissant étranger de nationalité turque qui s'apprêtait à transférer illicitement un montant en devise

vers Istanbul, de l'ordre de 165.000 euros, retrouvée planquée dans ses bagages", a précisé la même source. Le mis en cause a été présenté devant la juridiction territorialement compétente qui a ordonné son placement sous mandat de dépôt, ajoute la même source.

I.M.

UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR PARER AUX DÉFAILLANCES DU TRADITIONNEL PATRONAT

Mission, contribuer à la transition économique



Par Zacharie S Loutari

Une nouvelle organisation syndicale patronale nouvellement créée vient d'entrer en fonction officiellement depuis Samedi 19février : il s'agit du Conseil du renouveau économique algérien (CREA).

Lu but escompté à travers cette nouvelle organisation créée à l'initiative de dirigeants d'entreprises nationales publiques et privées est principalement celui de contribuer activement à la transition économique de l'Algérie dans un contexte délicat.

Lors d'une conférence de presse qu'il a animé à l'issue de son élection comme-

président pour un mandat de 3 ans, Kamel Moula a doublement souligné que ce le conseil qu'il préside désormais sera une force de proposition, d'écoute et d'accompagnement à la transition économique qui mettra à profit l'intelligence collective, rappelant que ce qui est demandé aujourd'hui est tout simplement de donner un saut qualitatif à l'économie nationale

Pour Kamel Moula, il est devenu clairement évident que le temps presse et qu'il est primordial de passer de la stratégie à l'opérationnel, de l'intention à l'action. Et de préciser que la nouvelle organisation ambitionne de mettre à la

disposition de l'Etat l'expertise de nombreux opérateurs dans plusieurs secteurs, notamment la lutte contre la bureaucratie, l'économie informelle et la contrefaçon, le développement de nouvelles filières dans la formation professionnelle, la relance industrielle, la création et la gestion des zones industrielles, la fiscalité et le développement des investissements. Le défi est immense dans un contexte particulièrement inquiétant, où tous les indicateurs sont au rouge : récession mondiale, chute de la valeur du dinar et du pouvoir d'achat des ménages.

Dans son intervention Kamel Moula a expertisé que les handicaps qui ont freiné les initiatives et retardé tout décollage économique sont liés à l'absence de confiance entre les opérateurs et les pouvoirs publics et manque de concertation, ce qui a abouti à la promulgation de textes de loi en parfait décalage avec la réalité et une paralysie de l'administration qui résiste encore au changement et dont certains veulent continuer à vouloir faire perdurer des pratiques du passé.

Et de rappeler dans ce cadre que la priorité n° 1 consiste à rétablir la confiance auprès des forces vives de la nation, le message se veut clair. Aucune réforme ne pourra produire de résultat si on ne remet pas les principes de bonne gestion, de compétitivité et de performance au cœur du développement économique du pays.

REPORT DU DÉLAI DE DÉPÔT DES DÉCLARATIONS À AVRIL POUR LES CONTRIBUABLES NE RELEVANT PLUS DU L'IFU

LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS ASSOULIT LES PROCÉDURES

Le délai de dépôt des déclarations pour les contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU, en vertu de la loi de finances 2022, a été reporté au 20 avril prochain, a annoncé dimanche la Direction générale des Impôts (DGI) dans un communiqué.

"Afin de permettre à cette catégorie de contribuables d'accomplir leurs obligations fiscales dans les meilleures conditions, il a été décidé, à titre exceptionnel, de différer la souscription du bordereau avis de versement des droits au comptant (Déclaration série G n 50) au titre des mois de janvier, de février et de mars 2022 et le paiement des droits y relatifs, au mois d'avril 2022 (au plus tard le 20), soit la souscription d'une seule déclaration au titre du premier trimestre 2022", est-il indiqué dans le communiqué.

La DGI souligne également que les dossiers fiscaux des contribuables ne relevant plus du régime de l'IFU feront l'objet d'un transfert vers les services gestionnaires dont ils relèveront désormais.

R.S.

LA 16^E ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE LA PHARMACIE DU 23 AU 26 FÉVRIER À ALGER

SOUS LE SIGNE DE «L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU SERVICE DE LA SANTÉ»

La 16^{ème} édition du Salon international de la pharmacie en Algérie "SIPHAL 2022", se tiendra du 23 au 26 février courant au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger avec la participation de pas moins de 150 exposants nationaux et étrangers, ont indiqué ses organisateurs dans un communiqué.

Placée sous le thème "L'industrie pharmaceutique au service de la santé", cette nouvelle édition permettra de "démontrer les efforts déployés par les opérateurs du secteur qui s'inscrivent pleinement dans les engagements des hautes autorités visant notamment à asseoir une véritable industrie pharmaceutique en mesure d'assurer la couverture à hauteur de 70% des besoins nationaux en produits pharmaceutiques", est-il indiqué dans le communiqué.

"Ce thème se veut donc fédérateur et souhaite mettre en lien davantage les industriels du modèle pharmaceutique algérien, unique en son genre, et les usagers de ce modèle que sont les professionnels de santé et en premier les pharmaciens d'officines et hospitaliers", ajoute la même source. Selon les organisateurs, le SIPHAL 2022 sera à un lieu de rencontre et d'échanges pour les entreprises du médicament, une occasion propice leurs permettant de croiser les regards d'experts de la fabrication des médicaments (institutionnels, professionnels de la pharmacie). Il sera aussi pendant quatre jours, une "tribune d'expression privilégiée" pour les professionnels de santé.

SIPHAL 2022 est un événement soutenu par les institutions, organisations et représentations professionnelles du secteur (CNO, SNAPO, UNOP, ANPP, PCH, ANPP, SAPHO), selon le communiqué.

GRAND BARRAGE SUR LE NIL

L'Éthiopie lance la production d'électricité

Après plus de dix ans de travaux et de controverses avec l'Égypte et le Soudan, l'Éthiopie a officiellement lancé dimanche la production d'électricité de son grand barrage de la Renaissance, sur le Nil Bleu.

Le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a officiellement lancé hier la production du Gerd («Grand Ethiopian Renaissance Dam»), projet controversé de plusieurs milliards de dollars, a constaté un correspondant de l'AFP. Accompagné de nombreux hauts responsables du pays, Abiy Ahmed a effectué une tournée dans la centrale électrique et a cliqué une série d'interrupteurs sur un écran électronique pour déclencher la production du barrage. «Ce grand barrage a été construit par les Éthiopiens, mais au bénéfice de tous les Africains, pour que tous nos frères et sœurs d'Afrique en profitent», a affirmé un haut responsable participant à l'inauguration.

«Cette journée, pour laquelle les Éthiopiens ont tant sacrifié, que les Éthiopiens ont tant espéré, pour laquelle ils ont tant prié, cette journée est enfin là», a-t-il ajouté en présidant la courte cérémonie de



lancement. Au lancement du projet, chaque fonctionnaire avait été appelé à contribuer un mois de salaire au financement du barrage. Par la suite, de nombreux emprunts publics avaient également sollicité les économies des Éthiopiens.

CONTENTIEUX AVEC LE SOUDAN ET L'ÉGYPTÉ

Hier, divers responsables éthiopiens ont loué les efforts d'Abiy Ahmed pour achever le financement d'un projet qui a longtemps frôlé l'échec. «Notre pays a tant perdu, surtout financièrement, en raison des retards de travaux», a souligné le directeur général du projet Kifle Horo, lors de ses remarques d'ouverture.

En l'absence de comptabilité officielle précise, le coût total du projet a été estimé par les experts à 4,2 milliards de dollars (3,7 mds d'euros). Le Gerd constitue, depuis le lancement du projet en 2011, un contentieux avec le Soudan et l'Égypte, tous deux tributaires du Nil pour leurs ressources

hydrauliques. Le Caire invoque un «droit historique» sur le fleuve, garanti depuis un traité signé en 1929 entre l'Égypte et le Soudan, alors représenté par le Royaume Uni, puissance coloniale. L'Égypte avait obtenu un droit de veto sur la construction de projets sur le fleuve.

En 1959, après un accord avec Khartoum sur le partage des eaux, l'Égypte s'était attribué un quota de 66% du débit annuel du Nil, contre 22% pour le Soudan. N'étant pas partie prenante de ces accords, l'Éthiopie ne s'est jamais considérée comme liée par eux et, en 2010, un nouveau traité signé par les pays du bassin du Nil, malgré l'opposition de l'Égypte et du Soudan, a supprimé le droit de veto égyptien et autorisé des projets d'irrigation et de barrages hydroélectriques.

PHASE DE REMPLISSAGE

Addis Abeba s'est efforcé par ailleurs de convaincre Soudan et Égypte que le Gerd n'affectait pas de manière significative le

débit du grand fleuve africain, qui prend sa source en Ouganda. Saisie l'été dernier, l'ONU avait recommandé aux trois pays de poursuivre leurs pourparlers sous l'égide de l'Union africaine (UA). Le Caire et Khartoum, inquiets pour leur approvisionnement en eau avaient demandé à Addis Abeba de stopper le remplissage du barrage.

L'Éthiopie avait néanmoins procédé en juillet dernier à la seconde phase de remplissage du barrage, annoncé comme un des plus gros d'Afrique avec un objectif de production initiale de 6.500 mégawatts, revu à la baisse à 5.000 MW, soit le double de la production actuelle de l'Éthiopie.

Selon les médias d'Etat éthiopiens, la production initiale du Gerd est de l'ordre de 375 MW avec la mise en service d'une première turbine. Situé sur le Nil Bleu, à une trentaine de kilomètres de la frontière soudanaise, le Grand barrage de la Renaissance est long de 1,8 kilomètre et haut de 145 mètres. **R. E.**

ILLIZI

UN DON FINANCIER DE SONATRACH AUX CLUBS ET ASSOCIATIONS SPORTIFS DE LA WILAYA

Le groupe Sonatrach a octroyé un montant de 20 millions DA au profit de 46 clubs et associations sportifs de la wilaya d'Illizi, ont annoncé avant-hier les responsables de la Sonatrach. Retenu au titre des objectifs de ce groupe portant appui au mouvement sportif dans les régions du sud du pays, ce don reflète les efforts de la Sonatrach "compagnie citoyenne" dans le soutien des activités sportives et juvéniles à travers le sud du pays et l'accompagnement des associations et équipes sportives à surmonter les contraintes financières rencontrées, a indiqué le représentant et conseiller du Président-directeur général de Sonatrach, Mohamed Oudjani. Dans son intervention lors de la cérémonie de remise du don au siège de l'office des établissements de jeunes d'Illizi. M. Oudjani a fait savoir que "cette action sera étendue au plus grand nombre possible des clubs sportifs évoluant dans la wilaya pour satisfaire les demandes sans cesse croissantes des associations en quête de subventions pour le développement sportif dans la région".

Le directeur de la jeunesse et de sports de la wilaya d'Illizi, Abdennour Lifa, a, pour sa part, estimé que "cette démarche sera d'un grand apport au mouvement sportif dans cette région frontalière, avant d'émettre le souhait de voir ces actions se poursuivre dans d'autres formules, dont la réalisation et l'équipement des installations sportives pour réunir les conditions de la pratique sportive".

R. E.

TRANSPORT DE MARCHANDISES

La plupart des chauffeurs ne respectent pas les mesures relatives à la charge



Les services du ministère des Transports ont affirmé, lors d'une réunion de coordination avec les partenaires dans l'opération de contrôle du respect des dispositions du code de la route relatives à la charge par les chauffeurs de transport de marchandises, que la plupart des chauffeurs de poids lourds ne respec-

taient pas la charge autorisée par la loi, a indiqué, avant-hier un communiqué du ministère.

Cette réunion tenue jeudi dernier au siège du ministère des Transports, a regroupé les services du ministère et les représentants des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménage-

ment du territoire, des Travaux publics, de l'Energie et des Mines, du commandement de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et de la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR). Des observations sur le terrain ont été soulevées à l'issue de cette rencontre, se rapportant "au non respect des dispositions du code de la route relatives à la charge par la plupart des chauffeurs de véhicules de transport de marchandises", a souligné la même source.

Les participants à la réunion ont relevé "l'impact négatif de la surcharge sur l'état et la sécurité du réseau routier national", ainsi que "certains comportements et agissements nuisibles pour trafic routier et la libre circulation et préjudiciables pour l'éco-

nomie nationale". Plusieurs préoccupations soulevées par les opérateurs économiques et les transporteurs ont été recensées durant cette rencontre. Face à cette situation et après évaluation de cette opération de sensibilisation et de contrôle, le groupe de travail composé des organismes et institutions susmentionnés s'attellent à "examiner les insuffisances enregistrées et les moyens d'y remédier et ce pour mettre en place les conditions idoines devant permettre d'atteindre les résultats escomptés". L'opération de contrôle du respect des dispositions du code de la route relatives à la charge par les chauffeurs du transport de marchandises a débuté le 14 décembre 2021, a-t-on rappelé.

D. M.

Boumerdes

Public nombreux à la Foire nationale de l'olive de Beni Amrane

Une affluence des grands jours a marqué l'ouverture avant-hier de la Foire nationale de l'olive, de l'huile d'olive et des produits dérivés, dans la commune de Beni Amrane (Est de Boumerdes).

« Cette affluence s'explique par la notoriété acquise par cette foire au fil des ans, outre le climat favorable et la coïncidence de la manifestation avec le week-end », ont estimé les organisateurs de l'événement (de cinq jours), relancé après trois ans de suspension, et dont le coup d'envoi a été donné par le wali Yahia Yahiatene, en présence de différentes associations et de membres de la famille révolutionnaire.

Près d'une quarantaine d'exposants, entre artisans et producteurs d'olives, huile d'olive et autres produits dérivés, en plus d'agriculteurs, apiculteurs, opérateurs économiques et investisseurs du domaine assurent l'animation de cette 8ème édition du genre, abritée par l'espace ouvert adossé au complexe sportif de proximité de la ville, dans le cadre de la célébration de la Journée nationale du Chahid (18 février).

L'événement est également marqué par la participation du secteur des forêts, de la Protection civile et des spécialistes des



instituts agricoles spécialisés, ainsi que des représentants de différents dispositifs de soutien à l'emploi et à l'investissement et des organismes d'assurance, appelés à faire la promotion des différents avantages assurés par l'Etat au profit des jeunes. Ce salon agricole englobe notamment des expositions de promotion et de vente de différents types d'olives, huile d'olive et produits dérivés issus des huileries, dont particulièrement celles ayant bénéficié du soutien des programmes étatiques, ainsi que les produits de l'apiculture (miel et dérivés), et des produits artisanaux, poterie

notamment. Des plats de la gastronomie populaire et des gâteaux traditionnels faits à base d'olives et d'huile d'olive sont, également, exposés dans ce salon, outre les produits des pépinières d'oliviers et du bois d'ornement, parallèlement à l'animation de conférences suivies de diverses activités et spectacles folkloriques. « Cet événement, organisé annuellement, dans le cadre des festivités du nouvel an amazigh (Yennayer), a été relancé après trois années de suspension, pour différentes raisons », a indiqué à l'APS, le président de la Chambre d'artisanat et des

métiers (CAM) de la wilaya, Yamani Radouane, également chargé de l'organisation, en collaboration avec les services de la commune, de la Chambre d'agriculture et des associations professionnelles.

La Foire nationale de l'olive et de l'huile d'olive, qui sera clôturée par la distinction des meilleurs producteurs du domaine, vise à « offrir un espace propice aux échanges d'expériences entre artisans, agriculteurs et producteurs, tout en créant une dynamique produc-

tive dans cette importante filière agricole, et assurer des espaces organisés pour la commercialisation de ce produit alimentaire sain », a souligné le même responsable.

Cet événement national a également pour objectif d'encourager la culture de l'olivier, dans le but de moderniser et d'étendre le verger oléicole à travers la wilaya et, partant, intensifier la production et réduire les prix », a ajouté le même responsable.

R. R.

ÉTUDES SCIENTIFIQUES ET DE L'INTERACTION CULTURELLE

UNE NOUVELLE ACADÉMIE VOIT LE JOUR À ORAN

La scène culturelle et scientifique d'Oran a vu la naissance de l'Académie des études scientifiques et de l'interaction culturelle versée dans la publication de recherches et d'études scientifiques, la contribution dans les actions de développement de la société et dans le transfert des expériences d'académiciens, ont annoncé avant-hier ses initiateurs. Créée en octobre dernier en application de la loi sur les associations, l'académie comprend 42 membres, notamment des chercheurs universitaires du pays dans de nombreuses spécialités, afin de contribuer à l'évolution de la société et à servir le pays dans les différents domaines culturel, social, économique, technologie de communication moderne et l'intelligence artificielle, a indiqué à l'APS la présidente de l'académie, Souad Besnassi. L'académie s'intéresse, a-t-elle dit, au suivi du développement qualitatif prévalant sur la scène intellectuelle nationale et internationale, afin de bénéficier de nouvelles méthodes et approches de recherche. L'objectif de cet espace scientifique et culturel, qui est un support aux études

supérieures, « réside dans la publication de recherches et d'études scientifiques pour documenter la production créative algérienne en particulier, soutenir les activités des chercheurs dans tous les domaines de la connaissance et développer leurs capacités », a souligné la responsable de l'académie. Cette institution œuvre également à attirer des chercheurs et à les encourager à écrire dans divers domaines du Savoir, à diffuser la culture de la recherche académique et de l'innovation et à œuvrer à établir des ponts de communication avec diverses institutions et établissements scientifiques et culturels. L'académie a récemment commencé à constituer des unités de recherche traitant de plusieurs sujets qui s'articulent, a souligné Mme Besnassi, autour de thématiques fondamentales, notamment les « récits », « les arts », « les langues et la traduction », « la linguistique et l'éducation », « les médias, la communication, la numérisation et l'intelligence artificielle », « le changement social, la famille et l'éducation », « les études culturelles et intellectuelles, l'identité et le patrimoine » et « le développement économique et le secteur privé ».

R. R.

CLÔTURE DE LA 17È ÉDITION DU PRIX INTERNATIONAL D'ALGER DE RÉCITATION DU CORAN

La 17e édition du Prix international d'Alger de récitation du Coran, qui est le 1er prix dans le monde arabe et musulman à avoir été organisé via visioconférence, a été clôturée avant-hier à Alger, a indiqué un communiqué du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs.

Dans une déclaration à l'APS à l'issue de la cérémonie de clôture, le directeur de l'enseignement et des concours coraniques, Messaoud Miad, a fait savoir que « cette édition, qui a vu la participation de 49 pays et qui s'est déroulée dans de bonnes conditions, était le 1er prix dans le monde arabe et musulman à avoir été organisé via visioconférence ».

« Nous nous attendons à ce que d'autres pays suivent l'exemple de l'Algérie en organisant des concours de récitation de Coran via visioconférence, notamment que cette édition s'est déroulée dans de bonnes conditions selon les membres du jury qui ont affirmé que toutes les conditions étaient réunies pour mettre tous les concurrents au même pied d'égalité », a poursuivi le même responsable.

Et d'ajouter : « les communications entre les concurrents via

L'annonce des lauréats coïncidant avec la nuit +d'Al Isrâ wa El-Mi'râj+

les technologies mises en place à travers les sièges des diplomates de l'Algérie dans les pays de ces derniers n'ont connu aucune coupure, sauf dans certains cas où des problèmes de son et d'image ont été enregistrés ce qui a nécessité de prévenir les participants qui ont eu droit à une nouvelle chance ».

Quant au niveau de concurrence, M. Miad a précisé qu'il était « assez élevé » et que certains concurrents avaient montré tout leur talent dans la récitation et la psalmodie, en attendant « l'annonce des noms des lauréats de cette édition en fin du mois de février courant lors d'une cérémonie officielle coïncidant avec la célébration de la nuit +d'Al Isrâ wa El-Mi'râj+ (ascension du prophète Mohamed QLSSSL) ».

Pour sa part, le membre du jury du prix, Cheikh Djamel Farouk Djibril Mahmoud El-Dekkak, a déclaré que « les concurrents participants avaient des chances égales de remporter les premières places, et que toutes les questions techniques étaient bien contrôlées pour faire réussir ce rendez-vous ». Cheikh El-Dekkak, membre de la mosquée Al-Azhar a salué

l'intérêt accordé par l'Etat algérien à ce concours en « veillant à fournir toutes les capacités nécessaires à sa réussite, notamment en mobilisant ses sièges diplomatiques à l'étranger pour recevoir les participants et en attribuant de précieux prix aux lauréats ».

« L'organisation de ces compétitions internationales en Algérie et dans d'autres pays est une glorification du Saint Coran et de la dévotion au service de Dieu et c'est une démarche qui encourage la jeune génération à réciter et à maîtriser le Saint Coran, qui restera le secret de la gloire et de l'unité de la nation », a déclaré Dr El-Dekkak.

Il a ajouté que « l'attention portée à ces événements et manifestations similaires est une opportunité pour sauver les sociétés de l'extrémisme et des idées déviantes, à condition que le travail pour servir le Livre de Dieu et clarifier son interprétation correcte soit un moyen idéal pour lutter contre l'extrémisme dans les pays musulmans qui souffrent aujourd'hui de ce qu'on appelle désormais le terrorisme intellectuel ».

LE MAKHZEN A ÉCHOUÉ DANS SES TENTATIVES D'ÉCARTE

POURQUOI LA PRÉSENCE DE BRAHIM GHALI

Lors du 6e Sommet Europe-Afrique, la présence du président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et du Front Polisario Brahim Ghali a visiblement gêné les Européens. Gagnant un point important sur le Maroc, par sa seule présence, Brahim Ghali, le président de l'État du Sahara occidental a beaucoup mis dans l'embarras les Européens, qui, visiblement, ont filé de la mauvaise laine pendant deux jours.

Moins de deux semaines après des discussions houleuses au sein des commissions de l'Union africaine au sujet du Sahara occidental, lors de son 35e sommet, c'est aujourd'hui la participation de Brahim Ghali au Sommet UE-UA, ce jeudi et ce vendredi, qui n'en finit pas de faire polémique.

La présence du chef du Front Polisario et président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à Bruxelles, sans grande surprise, fâché le Maroc. Le coprésident marocain de la commission parlementaire mixte Maroc-UE, Lahcen Haddad, a adressé une lettre aux députés européens. Il considère que la présence de Ghali lors de ce sommet « affecte la crédibilité institutionnelle de l'Union européenne tout entière ».

ENTRE POURSUITES ESPAGNOLES ET MENACES MAROCAINES

Le diplomate marocain était visiblement remonté : il assure que « l'histoire nous a montré que la provocation a toujours été un facteur d'instabilité ». Une menace à peine voilée, alors que le chef de la diplomatie chérifienne, Nasser Bourita, préside la Commission mixte UE-UA sur la mobilité et la migration.

Le 17 mai dernier, alors que Brahim Ghali se faisait soigner en Espagne, plus de 10 000 migrants marocains, dont une majorité de mineurs, ont traversé la frontière vers l'enclave espagnole de Ceuta, face aux forces de sécurité marocaines qui ne sont pas intervenues.

Une inaction du Maroc qui faisait alors office de réplique à l'hospitalisation de Brahim Ghali en terres ibériques. A la fin de ses soins, le leader sahraoui a finalement comparu devant un tribunal espagnol, devant lequel il devait répondre des accusations de crimes de guerre et de torture. Il a ensuite été autorisé à repartir, le tribunal ayant été incapable de formuler une accusation motivée.

La lettre de Lahcen Haddad a provoqué, néanmoins, une réaction auprès des eurodéputés, dont certains se sont dit « émus » de la présence de Brahim Ghali à Bruxelles. Le représentant du Front Polisario en Europe, Oubbi Bouchraya, a insisté sur le respect de la liberté de mouvement de Brahim Ghali. Il explique aussi que Ghali ne s'est jamais défilé face à la justice. « Notre président a fait l'effort de répondre à la justice espagnole, dans des conditions de santé difficiles. Ça démontre sa bonne disposition, affirme-t-il. Nous avons pleine confiance dans la justice espagnole ».

L'UNION EUROPÉENNE BOTTE EN TOUCHE

Mais finalement, ce n'est pas la légalité de la présence de Ghali en Belgique qui irrite les Marocains et les Européens, mais plutôt sa portée politique. Un communiqué de la délégation marocaine considère, certes, la présence du RASD au 6e Sommet UE-UA comme un « non-événement ». « Cette entité a été invitée par l'Union africaine et nous savons tous les conditions dans lesquelles elle a été admise au sein de l'organisation panafricaine », déclarent simplement les

représentants du Maroc.

C'est surtout du côté de l'Union européenne que l'on rejette la « responsabilité » de la présence sahraouie. En effet, le porte-parole de la Commission européenne pour les Affaires étrangères, Peter Stano, a préféré botter en touche, assurant que « cette invitation ne change rien sur la position de l'Union européenne sur le Sahara occidental. Aucun de nos Etats membres n'a reconnu cette république. Nous appuyons un processus pour trouver une solution sur le Sahara occidental dans le cadre des efforts des Nations unies ».

Ce que le diplomate rappelle, surtout, c'est que « l'Union africaine est chargée de l'invitation de ses membres et l'Union européenne ne peut pas interférer dans ce processus ». Pour l'UE, donc, la présence de Brahim Ghali relève totalement de la souveraineté africaine. Une position pour le moins inhabituelle pour le Vieux-Continent, qui n'hésite jamais à s'ingérer dans les affaires africaines.

LE MAROC EN RESTERA-T-IL LÀ ?

De son côté, l'Union africaine n'a pas eu à s'expliquer sur l'invitation de Brahim Ghali. La RASD est reconnue depuis 1982 au sein de l'organisation de l'unité africaine (OUA). Ce qui avait d'ailleurs provoqué le départ du Maroc deux années plus tard. La RASD toujours reconnue par l'UA, il a fallu attendre 2017 pour voir le Maroc retrouver sa place au sein de l'instance panafricaine.

Il n'empêche qu'au sein des organes de l'UA, la tendance est toujours au soutien du Polisario, malgré le lobbying marocain de plus en plus intense. Plusieurs Etats africains, dont l'Algérie et l'Afrique du Sud, considèrent le Sahara occidental comme « la dernière colonie d'Afrique ».

Depuis la signature du Maroc des Accords d'Abraham, ayant notamment amené à la reconnaissance d'Israël par Rabat, la position de l'Occident penche désormais largement en faveur du royaume chérifien. Si

l'UE est ouvertement pro-marocaine sur le dossier sahraoui, surtout depuis la reconnaissance américaine de la « marocanité » du Sahara occidental, chaque pays du Vieux-Continent a un avis différent sur la question.

Alors que le 6e Sommet UE-UA devait permettre de discuter des dossiers d'ordres économique, sécuritaire, ou encore sanitaire, les sujets diplomatiques « qui fâchent », à l'instar du Sahara occidental, ont été habilement évités par les participants au sommet.

Certes, le Maroc ne s'est pas manifesté au-delà de son simple communiqué. Mais les conséquences de la RASD lors du Sommet UE-UA pourraient avoir des conséquences dans le futur. Les tensions entre le Maroc et certains pays européens — l'Espagne et l'Allemagne en particulier — étaient, ces derniers temps, en train de s'apaiser. Nul doute que le royaume saura, dans les prochains mois, rappeler sa désapprobation à ses amis européens.

LE MAKHZEN A ÉCHOUÉ DANS SES TENTATIVES D'ÉCARTER LA QUESTION SAHRAOUIE DU SOMMET DE BRUXELLES

L'ambassadeur de la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar, a affirmé jeudi que le régime marocain du Makhzen a échoué dans ses tentatives d'écarter la

CHASSÉ-CRO

Face à la concurrence chinoise, l'



Lors du Sommet de Bruxelles du 17 et 18 février, l'Union européenne a confirmé son aide de 150 milliards d'euros, répartis sur sept ans, en direction de l'Afrique. D'où vient cet argent ? Et l'UE pourra-t-elle battre la Chine sur le terrain de l'aide financière ?

Global Gateway — comprendre « Portail mondial ». Tel est le nom de la nouvelle initiative européenne de financement en Afrique. « Un plan européen anti-Nouvelle route de la soie chinoise », selon la presse. Ce plan de financement, d'un montant de 150 milliards d'euros, est supposé permettre à l'Europe de rivaliser avec les investissements directs de la Chine en Afrique.

L'annonce du projet de financement a eu lieu ce vendredi 18 février, lors

du 6e Sommet Union européenne-Union africaine (UE-UA 2022). La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, précise d'ailleurs que l'UE vise à « investir au moins 20 milliards d'euros par an sous forme de dette, de capitaux propres et de garanties ».

Une annonce qui inquiète surtout dans la zone CFA, dont la dépendance au Trésor public français pour les liquidités l'emporte sur la sécurité financière, alors que l'hyperinflation menace le peu de souveraineté des banques sous-régionales africaines. Il s'agit, également, d'une annonce qui préfigure une reprise des investissements européens en Afrique. Ces derniers ont connu une chute remarquable depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19. Une baisse des aides européennes qui a

permis à plusieurs concurrents de se positionner, parmi lesquels la Chine, mais également les Etats-Unis, la Turquie, la Russie, ainsi que le Brésil et l'Inde dans une moindre mesure.

DES CONTOURS ENCORE TRÈS FLOUS

La provenance de ces 150 milliards d'euros interroge. Rien n'indique encore quel pourcentage de la somme proviendra des coffres de l'UE et combien sera avancé par les investisseurs privés. On peut d'ores et déjà imaginer que les fonds seront gérés par la Banque européenne d'investissement (Groupe BEI) et/ou par la Banque centrale européenne (BCE). Néanmoins, les participations individuelles des Etats et investisseurs privés européens n'ont pas encore été annoncées.

Le nouveau président de l'Union africaine (UA), le chef de l'Etat sénégalais Macky Sall, a salué l'initiative européenne. « Nous avons besoin d'une nouvelle relation basée sur une vision partagée du partenariat plutôt que de l'aide », a déclaré Macky Sall. Les dirigeants présents au Sommet UE-UA n'ont pas, non plus, précisé comment les fonds seraient structurés. Von der Leyen a simplement annoncé qu'avec « des comptes-rendus réguliers, il sera possible de vérifier les financements alloués et les fonds disponibles ». Un responsable de l'UE a déclaré à Bloomberg : « Nous sommes confrontés à une tension constante, et tiraillés entre la surenchère et la modération des attentes du public ». Et de poursuivre : « Notre programme d'investissement répond aux

besoins et aux attentes. Nous avons entendu nos partenaires africains et nous savons que c'est une opportunité. Et je dirais qu'il n'y a pas de concurrence ». Les fonds directs de l'UE sont une référence est la concurrence est une enquête commission de l'UE européen ne se rang en termes Afrique, derrière l'Union, la France, Selon la China Africa Initiative (CARI), la milliards de dollars marocains entre 200 d'investissement étrangers tout. La Chine référence en investissements étranger

Mais face aux craignant d'être de la dette » chinois un changement. En coopération sino-africaine, Xi Jinping a, ce milliards de dollars d'investissement. Mais, le chef de ment promis 1 contre la Covid-19 me aurait déjà l'UE, quant à fournir 450 milliards aux pays. Toutefois, aucun

ER LA QUESTION SAHRAOUIE DU SOMMET DE BRUXELLES

GHALI A GÈNÈ ET L'EUROPE ET LE MAROC

question sahraoui des travaux du sommet conjoint entre l'Union africaine et l'Union européenne (UA-UE), qui se tient jeudi et vendredi dans la capitale belge Bruxelles. En marge de l'installation de la Commission parlementaire pour la fraternité et l'amitié "Algérie-Sahara occidental", qui s'est déroulée au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), l'ambassadeur sahraoui a déclaré à l'APS que "la participation du président sahraoui Ibrahim Ghali aux travaux du sommet UE-UA, de façon officielle, a confirmé l'échec du régime marocain dans ses tentatives d'écarter la participation de la partie sahraoui au sommet".

Le régime du Makhzen, "qui a tenté de démentir puis de remettre en cause l'invitation qui a été adressée à la République arabe sahraoui pour participer au sommet UA-EU, a subi une lourde défaite suite à la présence officielle du Sahara occidental représenté par le président sahraoui, au sommet, afin d'être présent aux côtés de tous les représentants du reste des pays dans ces deux organisations, a ajouté l'ambassadeur

Ce qui confirme -selon le diplomate sahraoui- "la défaite du Maroc dans sa tentative de pousser l'Europe à adopter la position de l'ancien président américain Donald Trump pour reconnaître la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental, ainsi qu'à changer le rôle des Etats-Unis sur la question sahraoui et en

poussant la nouvelle direction à adopter la position de l'ancien président".

La participation du président sahraoui aux travaux du sommet est considérée comme "un nouvel acquis pour le peuple sahraoui" et confirme une fois de plus que la République sahraoui est "un fait existant et que nul ne peut le remettre en cause ni le nier", elle confirme -dit l'ambassadeur- d'autre part "la nullité de l'argument avancé par le Maroc concernant sa prétendue souveraineté sur les territoires sahraouis, ce qui aura ses effets et son impact sur les politiques de l'UE d'une part, et sur les politiques internationales en général".

L'ambassadeur sahraoui a souligné que la question sahraoui "est, de l'avis de tous les participants, une question de "décolonisation qui doit être réglée dans le cadre de la légitimité internationale sur la base des résolutions des Nations unies et de l'Union africaine". Taleb Omar a relevé que cette question est "forte de sa légitimité et de ses alliés qui insistent à poursuivre la défense de l'option de la paix", ajoutant que le régime marocain, avec sa tendance expansionniste, tente "d'ébranler la stabilité de l'UA dont l'Acte constitutif stipule la nécessité de respecter le principe de non-violation des frontières héritées après l'indépendance, dans le règlement de tous les différends sur les frontières au niveau du continent". Le Sahara occidental, qui s'apprête à célébrer le 46e anniversaire de la déclaration de la création de la République arabe



sahraoui, réaffirme sa "poursuite inlassable de la lutte armée jusqu'à la restauration de sa souveraineté sur l'ensemble de

ses territoires", a conclu l'ambassadeur sahraoui.

I.M./avec Le J/Af.

MOISÉ SUR LE CONTINENT AFRICAIN

L'UE promet 150 milliards d'euros à l'Afrique

demandes que nous s de la part de nos icains. Nous pensons offre positive et bonne. au-delà de cela, nous peur d'un peu de

inois, concurrents

e à laquelle l'UE fait la Chine. Même si la est déséquilibrée : des mandées par la Com- montrent que le bloc e place qu'au sixième d'investissements en re la Chine, les Etats- l'OMS et l'ONU.

Africa Research Initia- Chine a accordé 153 ollars aux Etats afri- 0 et 2019. Des prêts ent et des finance- prises publiques sur- est ainsi devenue la termes d'investisse- s directs sur le conti-

réticences de pays e pris dans le « piège inoise, Pékin a annon- ent de mode de finan- arge du Forum de la no-africaine (FOCAC), ertes, promis 40 mil- ars supplémentaires ents directs. Cepen- l'Etat chinois a égale- l milliard de vaccins l-19, dont le cinquiè- été délivré.

elle, s'est engagée à lions de doses de vac- africains avant juin. n début d'accord n'a

été abordé quant aux droits de propriété intellectuelle pour la production des vaccins en Afrique. Un point sur lequel la Chine et les Etats-Unis ont un avantage, alors que quatre pays africains — Algérie, Egypte, Nigéria et Afrique du Sud — ont commencé à produire des vaccins chinois. Et que seul le Sénégal (en partenariat avec le Rwanda et l'UE) a obtenu une licence pour produire des vaccins BioNTech.

LE REDOUTABLE « PIÈGE DE LA DETTE » CHINOISE

Selon Michael Chege, professeur kényan d'économie politique, « la plupart des pays africains se tourneront vers l'UE et vers cette initiative ». « Ce n'est pas parce que l'équivalent chinois (Nouvelles routes de la soie, ndr) se tarira, mais parce que le fardeau actuel de la dette chinoise fait peur à beaucoup de pays », explique le professeur.

En effet, avec la Zambie qui ne peut plus rembourser la dette chinoise et l'Angola qui a dû céder certains de ses avoirs souverains, le « piège de la dette » chinoise embête plus d'un pays.

Mais selon plusieurs observateurs avisés de la Chine, si l'UE cherche à financer directement les entreprises publiques en Afrique, les entreprises chinoises sauront ajuster leur offre et rentrer dans la compétition.

Pour d'autres analystes, comme Olumide Abimbola, directeur de l'Africa Policy Research Institute (APRI), c'est surtout le manque de transparence quant à la distribution des fonds européens promis à l'Afrique qui nuira à l'essor de Global Gate-

way. « Il y a encore beaucoup d'inconnues dans l'équation de l'UE, qui n'a pas consulté ses partenaires africains avant d'annoncer ce plan de financement », estime Abimbola. « C'est comme annoncer au monde entier que vous voulez raser la tête de quelqu'un sans son consentement, ni même être sûr que vous avez l'outil pour faire le rasage », ironise-t-il.

Des « têtes qui ne seront pas rasées », seront celles des peuples du Mali, du Burkina Faso, de la Guinée ou encore du Soudan, dont les dirigeants n'ont pas été conviés au Sommet UE-UA 2022.

COMMENT LES CHINOIS MÈNENT LA CONQUÊTE DE L'AFRIQUE

L'argent chinois coule à flots sur le continent africain, ce qui ne manque pas d'alarmer les institutions internationales et les pays occidentaux. D'autant plus au regard de l'opacité et des pratiques de la Chine.

Parmi les grands projets financés par la Chine en Afrique, la ligne ferroviaire entre Nairobi et le port de Mombasa au Kenya a coûté 4 milliards de dollars

Sur la place Tiananmen, face à la Cité interdite, d'immenses parterres de fleurs jaunes et violettes s'étalent devant le Grand Hall du Peuple. A Pékin, ce 3 septembre 2018, l'immense structure de béton, lieu traditionnel de rassemblement des élus du Parti communiste chinois, accueille pour deux jours le Forum Chine-Afrique. A l'intérieur, l'immense hémicycle rassemble des milliers de délégués des deux conti-

nents venus écouter le discours d'ouverture du président chinois, Xi Jinping.

Les leaders africains sont tous là, excepté le monarque du Swaziland. Le Sud-Africain Cyril Ramaphosa, l'Ivoirien Alassane Ouattara, le Nigérien Mahamadou Issoufou, le Kenyan Uhuru Kenyatta ou encore le Sénégalais Macky Sall et le président du Rwanda, Paul Kagame, ont été reçus en grande pompe à leur descente d'avion, à l'aéroport de Pékin. Inauguré en 2000, le Forum Chine-Afrique en est déjà à sa huitième édition. Les 53 leaders africains écoutent solennellement Xi Jinping leur vanter la grande famille sino-africaine et se réjouissent des milliards de dollars d'investissements qu'il leur promet.

LE DISCOURS DE XI JINPING AUX AFRICAINS

Pékin met sur la table 60 milliards de dollars de plus pour le développement économique des Etats africains. De cette somme globale, 15 milliards de dollars financeront des programmes « d'aide gratuite et de prêts sans intérêts », souligne Xi Jinping. La précision est d'importance quand la Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique, est accusée d'entraîner à nouveau l'Afrique sur la voie du surendettement.

Surendettement, le retour Les dirigeants occidentaux, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les ONG montent d'ailleurs au créneau. Durant les années 1980 et 1990, les politiques d'effacement de dettes engagées par

les pays riches, sous l'égide des deux institutions multilatérales, ont permis des progrès substantiels : d'un ratio de près de 100 % du PIB, l'endettement des pays les plus pauvres avait été ramené à 30 % en 2013.

Or nous sommes revenus à 50 % en 2017, a alerté en janvier dernier la Banque mondiale. Le FMI pointe quant à lui le fait que 40 % des pays à faible revenu (24 sur 60), africains essentiellement, présentent un degré élevé de surendettement. L'Afrique risque de tomber de Charlyde en Scylla. Et le coupable n'est autre cette fois que la Chine, source croissante de financement pour l'Afrique, dont les méthodes s'avèrent pour le moins douteuses.

La Chine ne fait pas partie du Club de Paris ni du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il est difficile de savoir très précisément ce qu'elle réalise réellement en Afrique

En matière de statistiques, les chiffres avancés par le FMI et la Banque mondiale ne peuvent rendre compte de l'exacte situation. « La Chine ne fait pas partie du Club de Paris ni du Comité d'aide au développement de l'OCDE. Il est difficile de savoir très précisément ce qu'elle réalise réellement en Afrique.

Bien souvent, Pékin se retranche derrière le secret d'Etat pour ne pas divulguer ces chiffres », observe Bradley Parks, directeur exécutif de AidData. Ce centre de recherche, basé au sein du Collège de William et Mary, en Virginie (Etats-Unis), a pourtant élaboré une vaste base de données sur les financements à l'étranger de la Chine sur la période 2000-2014.

R.I./J.de l'Afrique

LA PRESSE AFRICAINE TRAITE LE SUJET EN LONG ET EN LARGE

«Au Sahel, la France poussée dehors»

Le retrait de Barkhane du Mali est salué par les populations en Afrique comme un « événement majeur ». Et pour cause : pour la première fois, la France, considérée comme une puissance, est « débarquée » d'un pays sans ménagement, presque avec humiliation.

Aussi, dans plusieurs pays du Sahel, la présence française est de plus en plus vertement remise en cause, dans un contexte marqué par la recrudescence des putschs militaires.

Après la montée des tensions entre Paris et Bamako en 2021, la rupture est maintenant consommée. Emmanuel

Macron vient, ce 17 février, d'acter la fin de l'opération Barkhane et, avec ses alliés européens, de la mission internationale Takuba. Comment en est-on arrivé là ?

Ces derniers mois, au Mali et au Burkina Faso, le pourrissement de la situation sécuritaire a délégitimé les régimes d'Ibrahim Boubacar Keita (récemment décédé, il avait été renversé en août 2020) et de Roch Marc Christian Kaboré (qui vient d'être renversé à son tour).

Incapables de faire face à la poussée des groupes armés et à la multiplication des massacres malgré leurs appuis étrangers, ces régimes sont devenus impopulaires. Leur chute rend la politique française intenable.



LE TEMPS DES COLONELS

Le 14 novembre 2021, la tuerie d'Inata, dans le nord du Burkina Faso, quand au moins 50 gendarmes privés de ravitaillement ont été assassinés, a été la défaite de trop, celle qui a scellé le divorce entre les militaires et le président. Au Sahel, plus la situation sécuritaire se détériore, plus la tension entre autorités civiles et autorités militaires s'accroît et plus les militaires vont être tentés de prendre le pouvoir avec – et c'est une nouveauté de taille – l'assentiment de la rue.

Il faut, en effet, se rappeler qu'en 2014 c'était la rue qui avait mis fin aux vingt-sept ans de règne de Blaise Compaoré et qu'elle n'a pas bougé pour Roch Marc Christian Kaboré, écarté par un coup d'État pacifique en plein second mandat comme son homologue malien. Ces putschs acceptés, voire célébrés, sont le reflet de la désaffection populaire pour les régimes en place. Les élections n'ayant pas produit de gouvernements capables de résoudre les conflits, les coups d'État sont devenus au Sahel une méthode acceptable d'alternance pour la population – tant qu'ils sont pacifiques.

Victime de l'effet domino, toute la bande sahélienne, de Kharthoum à Conakry, bascule dans le « colonellisme » (tous les putschistes ont le grade de colonel). Si au Tchad l'armée était de facto au pouvoir mais cachée derrière un très mince paravent civilo-démocratique, dans d'autres pays, elle fait son retour à la faveur de crises politiques (Guinée et Soudan) et de la crise sécuritaire régionale qui déstabilise une bonne partie du Sahel. Bien qu'il incarne à

sa façon la revanche des cadets et la demande de renouvellement générationnel (en Guinée, au Mali et au Burkina Faso, tous les putschistes ont la quarantaine), le régime des colonels a peu de chance de résoudre la crise sécuritaire en cours, mais il pose un sérieux problème pour l'intervention militaire française au Sahel. L'opération Barkhane n'a déjà plus aucune légitimité populaire comme le montrent le suivi de réseaux sociaux, les manifestations anti-françaises dans les capitales de la région et la saga du convoi militaire français à la fin de l'année passée.

Bloqué par les manifestants au Burkina Faso, ce convoi qui se rendait au Mali a dû rebrousser chemin et une autre confrontation avec la foule au Niger a abouti à trois morts parmi les manifestants. Les manifestations profrançaises qui avaient célébré l'opération Serval en 2013 se sont transformées en manifestations antifrançaises avec Barkhane.

LA DÉLÉGITIMATION POLITIQUE DE LA PRÉSENCE FRANÇAISE

À cette perte de légitimité populaire de Barkhane, les putschs ajoutent la perte de légitimité politique.

D'une part, l'engagement militaire français aux côtés des putschistes va contredire la défense de la démocratie régulièrement invoquée par Paris et mettre une fois de plus le gouvernement français en porte-à-faux avec ses principes affichés. D'autre part, les putschistes de Ouagadougou risquent d'être tentés de suivre l'exemple de leurs homologues de Bamako qui ont multiplié les obstruc-

tions à la mission Barkhane et se sont tournés vers Moscou. En effet, les militaires burkinabé font face aux mêmes défis : une population en demande de sécurité, de très faibles capacités de combat, des divisions internes et une francophobie populaire. Dans ces circonstances, les putschistes burkinabé vont rechercher d'autres partenariats de sécurité (le groupe Wagner est en embuscade) et être tentés d'exploiter le capital politique que représente le rejet de l'intervention militaire française dans l'opinion publique locale. Et ce, d'autant plus que l'horizon est très nuageux.

LE PIRE EST À VENIR ?

Le Sahel étant entré dans la saison des putschs, un peu de prospective s'impose. À l'instar des pouvoirs civils, les juntes risquent de se révéler incapables d'inverser la dynamique régionale d'insécurité et d'agir sur la cause profonde de cette crise régionale : la mauvaise gouvernance et sa conséquence, le délitement silencieux des États.

Les métastases maliennes ont gagné le nord du Burkina Faso et l'ouest du Niger et risquent de contaminer les pays côtiers (nord de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo, etc.) qui, inquiets de cette perspective, ont lancé l'Initiative d'Accra. L'appui de la Russie, et éventuellement d'autres acteurs étrangers, ne suffira pas à résoudre une guerre faite de multiples conflits sur un vaste territoire.

Derrière la lutte pour la création d'un califat par les franchises locales d'Al-Qaïda et de

l'État islamique, il y a une guerre civile qui ne dit pas son nom, des règlements de comptes intercommunautaires, des luttes de terroirs et même des guerres de trafiquants. Par ailleurs, si la junte malienne et les mercenaires de Wagner infligeaient une défaite à l'État islamique dans le Grand Sahara ou au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, les djihadistes pourraient sans peine se délocaliser vers un pays plus faible. La rue étant versatile, si les juntes maliennes et burkinabé n'améliorent pas la situation sécuritaire, elles seront rapidement discréditées et, à terme, elles feront le lit de l'islamisme populaire qui gagne déjà du terrain au Mali.

Face aux condamnations diplomatiques, les régimes putschistes vont se solidariser et le front uni de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qui a imposé des sanctions au Mali, se fissure déjà. Suspendue de la Cédéao, la Guinée du colonel Doumbouya a déjà annoncé qu'elle n'appliquerait pas les sanctions de la Cédéao contre le Mali (frontière ouverte, mise en place d'un vol Bamako-Conakry, etc.). Cette organisation régionale va être mise à rude épreuve par la multiplication des putschs.

Enfin l'hostilité à l'intervention militaire française est loin d'être limitée au Mali. Le convoi militaire français a été bloqué par la population au Niger et au Burkina Faso ; les syndicats nigériens demandent le départ des militaires français ; les gouvernements de la région ne se précipitent pas pour accueillir les forces françaises

et européennes, qui sont priées de faire profil bas ; des drapeaux français ont été brûlés dans la capitale burkinabé à l'annonce du putsch et, même au Tchad considéré comme le meilleur allié de la France dans la région, l'hostilité populaire est forte. Outre leur ressentiment historique, les opinions publiques sahéliennes voient que, depuis plusieurs années, les « succès tactiques » de Barkhane se traduisent par plus d'insécurité, d'exactions et de déplacés.

A LA RECHERCHE D'UNE PORTE DE SORTIE

Pris entre la contagion putschiste, la menace islamiste et l'hostilité à sa diplomatie militaire, le gouvernement français a conçu une stratégie de sortie qui est aujourd'hui entièrement caduque. Elle reposait sur :

-la réopérationnalisation de l'armée malienne avec laquelle le divorce est maintenant consommé ;

-une coalition militaire régionale (le G5 Sahel) créée en 2017 dont l'efficacité reste toujours à prouver ;

-l'eupéanisation de la formation et de l'appui aux armées sahéliennes (la mission EUTM et la task force Takuba) rejetée aujourd'hui par la junte malienne rejetée aujourd'hui par la junte malienne et peut-être demain par d'autres gouvernements sahéliens.

Actuellement, non seulement le gouvernement français doit évacuer ses troupes du Mali mais, surtout, il n'a plus de stratégie de sortie de ce conflit dans lequel il s'est enfoncé et qui le rend impopulaire au Sahel.

I.M./avec Le Journal de l'Afrique

LEVÉE D'INTERDICTION DE RECRUTEMENT

LE FAF DÉMENT

■ La Fédération algérienne de football (FAF) a démenti "formellement" l'information relayée par certains médias relative à la levée de l'interdiction de recrutement pour les clubs endettés à hauteur de 80 millions de dinars et moins, indique hier un communiqué de l'instance fédérale.

"Le Bureau fédéral n'a pris aucune décision concernant cette mesure et la chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) continuera à appliquer la réglementation en vigueur dans ce sens.", précise la même source.

A l'occasion de la deuxième période des transferts de la saison qui a été lancée le 26 janvier, plusieurs se trouvent dans une situation d'interdiction de recrutement à cause des dettes envers d'anciens joueurs ayant eu gain de cause auprès de la chambre nationale de règlement des litiges.

Meriem.D

LIGUE DES CHAMPIONS (2E J)

CR BELOUZDAD - ES TUNIS (1-1)



■ Le club algérien du CR Belouizdad et son homologue tunisien de l'ES Tunis ont fait match nul

1 à 1 (mi-temps : 1-1), en match comptant pour la 2e journée du groupe C de la Ligue des champions d'Afrique de football, disputé avant-hier soir au stade du 5 juillet d'Alger. Le CRB a ouvert le score sur penalty transformé par Karim Aribi à la 15e minute, alors que l'ES Tunis a égalisé par Ziad Machmoum (82e). Dans l'autre match du groupe C, disputé plus tôt ce samedi, le Jwaneng Galaxy FC du Botswana et l'ES Sahel de Tunisie ont fait match nul (1-1). A l'issue des matchs de la 2e journée, l'US Tunis est premier du groupe C avec 4 points, devant le CR Belouizdad et l'ES Sahel, qui occupent conjointement la deuxième place avec deux points, alors que le Jwaneng Galaxy FC est dernier avec un point.

APS

DES PARTENARIATS AVEC CEVITAL ET MOBILIS DEVRAIENT ÊTRE CONCLUS DANS LES PROCHAINS JOURS

Condor nouveau sponsor de la JS Kabylie



Meriem.D

La signature du contrat s'est tenue après finalisation des termes de cet accord, et cela lors d'une réunion de travail entre les cadres dirigeants de Condor et le président de la JSK afin d'officialiser ce partenariat.

« C'est un honneur pour Condor d'être portée par le maillot de la JSK. Félicitations au Club le plus titré en Algérie ! » affirme dans un communiqué la société algérienne Condor Electronics, spécialisée notamment dans l'industrie électronique et électroménager.

Il est à noter, que d'autres partenariats avec Cevital et Mobilis devraient être conclus dans les prochains jours, a affirmé, vendredi à la presse, le président des Canaris.

En proie à une crise financière sans précédent, la JSK devrait entrevoir la deuxième moitié de saison avec plus de sérénité.

Les canaris porteront désormais le nom de Condor sur leurs maillots. Le géant de l'électroménager algérien et la JS Kabylie ont concrétisé leur partenariat avant-hier en présence notamment du président Yazid Larichène et du manager général, Farouk Belkaid, indique un communiqué de l'entreprise.

« Je suis donc revenu sur ma décision, et ce, jusqu'à la fin de la saison. Nous aurons, ensuite, à faire le bilan et s'il est positif et que les supporters sont contents, je resterai », a-t-il déclaré, vendredi, dans une interview accordée à la chaîne YouTube « club Kabyle ».

Le 10 février dernier, Yarichène avait annoncé sa démission en conférence de presse, à l'issue d'une défaite du club, au stade du 1er Novembre de Tizi-Ouzou,

(0-1) face au MCA. Il avait dénoncé « un sabotage » qui vise la JSK, notamment par la démission de tous les sponsors et l'absence d'aides financières des autorités locales et centrales.

Le président de la JSK dit avoir trouvé du soutien au sein du Conseil d'administration « qui a refusé ma démission », au même titre que « le wali qui m'a reçu et m'a exprimé son refus de ma décision », a-t-il précisé. Yarichène s'est montré surtout touché par « le soutien des supporters du club qui m'ont, à travers leurs appels et déplacements chez moi ». Yazide Yarichène a annoncé l'officialisation d'un contrat avec Condor, en attendant de « finaliser prochainement avec Mobilis », a-t-il précisé, ajoutant que Cevital s'est, à son tour, engagé « à aider le club ». « Issad Rebrab nous a confirmé qu'il continuera à aider le club ».

Meriem.D

APRÈS SON CONTRAT AVEC SHEFFIELD UNITED

Guedioura rejoint le MCO pour 18 mois

L'international algérien, Adlène Guedioura, est arrivé avant-hier à Oran en vue de s'engager avec le MCO.

Libre depuis la résiliation de son contrat avec Sheffield United cet hiver, Guedioura (35 ans) va signer un contrat de 18 mois avec le club phare de l'Ouest. Il s'était entendu sur tout avec le président du Mouloudia, Youcef Djebbari, lors des négociations qui ont eu lieu entre les deux parties la semaine passée en France.

L'ancien milieu de terrain de Umm Salal (Qatar) devrait être donc la première recrue du MCO du mercato hivernal. Pour rappel, les 'Hamraoua' ont terminé la phase aller du championnat de Ligue 1 à la 12e place avec 18 points, à quatre points du premier reléguable, le NA Hussein Dey.



MANCHESTER UNITED

Cristiano Ronaldo pourra partir en juin à une condition

■ Les Mancuniens pourraient laisser partir leur star portugaise que le club échoue à se qualifier pour la Ligue des champions. Selon le Daily Mirror, Manchester United pourrait laisser Cristiano Ronaldo partir en juin prochain si le Portugais le demandait, même si son contrat doit se terminer en 2023. Il y aurait une condition : que les Red Devils ne soient pas qualifiés pour la Ligue des champions. Pour s'inviter en C1 : deux solutions, soit la gagner cette saison ou assurer une des quatre premières places de la Premier League. Manchester est actuellement 4e, mais Arsenal, Tottenham et Wolverhampton lui passeront devant s'ils gagnent leurs matches en retard. «CR7» n'a marqué qu'un seul but en 7 matches en 2022, et sa relation avec le reste du vestiaire, en particulier les jeunes stars de l'équipe, serait effilochée.

FESTIVAL UNIVERSITAIRE
DU COURT-MÉTRAGE

«I GOT HACKED» RAFLE LE GRAND PRIX



Le film "I got hacked" de la direction des œuvres universitaires de Sidi Amar de l'université Badji Mokhtar d'Annaba a été sacré meilleur film de la 7ème édition du Festival national universitaire du court-métrage clôturée samedi à Batna au terme de deux jours de compétition. Sélectionné parmi 14 courts métrages en lice durant l'édition 2022 du Festival, "I got hacked", du jeune étudiant Mohamed Mounir Hedlane, qui aborde le sujet du piratage des comptes et des pages personnelles sur les réseaux sociaux, a convaincu le jury composé d'académiciens et d'artistes, a indiqué Larbi Boulbina, artiste, dramaturge et membre du jury.

La cérémonie de clôture du Festival, organisé par la Direction des œuvres universitaires Batna-Bouakal, s'est déroulée à la cité universitaire "frères chouhada Oudjera", au chef-lieu de wilaya, en présence d'invités de plusieurs universités et directions des œuvres universitaires du pays, d'artistes de théâtre et de cinéma. Le prix du meilleur montage a été décerné au film "Avant-première" de la cité universitaire Ahmed Draïa d'Adrar, tandis que le film "Oukdet El Madhi" (complexe du passé) de la direction des œuvres universitaires Batna-Bouakal a obtenu le prix de la meilleure musique et des effets spéciaux et celui de la meilleure interprétation féminine, qui est revenu à l'étudiante Hadil Bouta.

Le prix de la meilleure interprétation masculine a été partagé par Akram Belferag, pour son rôle dans le film "Irth Echaitane" (Legs du diable) de la direction des œuvres universitaires Ain Bey de Constantine, et Dhaoui Bahloul pour son rôle dans le film "El Ikhtiyar El Akhar" (L'autre choix) de la direction des œuvres universitaires de Tébessa. L'université de Sétif a obtenu le prix du meilleur scénario pour le film "Jinayate 51" et l'université Badji Mokhtar d'Annaba celui de la meilleure mise en scène pour le film "Facture".

La cité universitaire Mouley Tahar de l'université de Saïda s'est vue attribuer, pour sa part, le prix du jury pour son film "Ikram".

R. C.

LE 7E ART EN DEUIL LE RÉALISATEUR DJAMEL BENDEDDOUCHE TIRE SA RÉVÉRENCE

Le cinéaste Djamel Bendeddouche, réalisateur du film "Arezki, l'insoumis", est décédé dans la nuit de samedi à dimanche, à Alger, à l'âge de 80 ans, a

FESTIVAL INTERNATIONAL D'IMEDGHASSEN À BATNA La 2e édition reportée au 10 mai

Prévue du 1er au 5 mars prochain, la deuxième édition du Festival international cinématographique d'Imedghassen à Batna a été reportée au 10 mai prochain pour des raisons sanitaires et financières, annonce hier un communiqué des organisateurs.

La même source précise que cette décision est due à la pandémie de Covid-19 qui a affecté le monde entier et entraîné des perturbations dans de nombreux pays dont l'Algérie notamment la fermeture de certains aéroports, il est impossible pour les hôtes étrangers de venir en Algérie et participer à cette édition. Le report de cette manifestation est aussi pour des raisons financières. Il à noter que les hôtes, algériens et étrangers, ont confirmé « leur présence en mai, après le mois de Ramadhan », a précisé la même source. Pour rappel, quelque 29 films de 25 pays entrent en lice au concours international du meilleur court-métrage à la 2e édition. Des films de pays comme la Turquie, l'Ouganda, la Palestine, le Brésil, l'Australie, l'Ukraine, le Canada, en plus de l'Algérie, entrent en compétition en vue d'obtenir, entre autres, les prix de "meilleur court-métrage", "meilleure réalisation", "meilleur scénario", "et "meilleur montage".



La cérémonie d'ouverture verra la présence de noms connus dans le cinéma, le théâtre et dans la télévision algérienne, à savoir, des acteurs, des réalisateurs, des écrivains de scénario, des

musiciens et autres, avec au menu, plusieurs distinctions, en sus de la présence d'invités de l'étranger.

Le commissariat du festival avait reçu depuis la réception des candidatures via le site

web du festival, durant la période allant du 1 septembre au 31 décembre passés, quelque 2283 films de 109 pays, avant que la décision ne portait sur 29 films de 25 pays.

Meriem.D

FESTIVAL «CINEMANA DU FILM ARABE» À MASCATE

Soraya Mouloudji prend ses fonctions

La nouvelle ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, a pris avant-hier ses fonctions, en remplacement de Wafaa Chaalal lors d'une cérémonie au siège du ministère à Alger. En présence des cadres du ministère et de directeurs d'établissements sous tutelle, la nouvelle ministre a présenté ses remerciements au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et au Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, "pour la confiance qu'ils ont placée en sa personne, pour diriger ce

département". Mme Mouloudji a indiqué qu'elle allait mettre en place une "feuille de route" afin d'instaurer une culture "participative" et "dynamique" et œuvrer à la "valorisation" de la culture dans toutes ses expressions, matérielles et immatérielles. L'intérêt, a-t-elle dit, sera également accordé à l'entrepreneuriat culturel, relevant à ce propos que la "culture est un des piliers de l'économie nationale et du développement durable". La nouvelle ministre a souligné,

d'autre part, que les "médias sont un partenaire important pour promouvoir l'acte culturel". Pour sa part, la ministre sortante, a rappelé les différents chantiers entamés durant les "six mois à la tête du ministère", soulignant que plusieurs ateliers ont été ouverts malgré les "difficultés" et "obstacles" rencontrés dont certains ont été surmontés. Chercheuse permanente au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, Soraya Mouloudji, est titulaire

d'un doctorat en traduction et anthropologie, et a occupé plusieurs postes au niveau du Crasc, dont celui de chef de département des relations extérieures et de la valorisation de la recherche, puis celui de sous-directrice chargée de la recherche scientifique. Enseignante à l'université, directrice adjointe du Crasc depuis 2020, Soraya Mouloudji a eu également à diriger ce centre dédié à la recherche dans le domaine de l'anthropologie sociale et culturelle.

R. C.

GTPCA

Raqes, une nouvelle plateforme virtuelle dédiée à la danse contemporaine

Le groupe de travail sur la politique culturelle en Algérie - GTPCA a annoncé le lancement de « RAQES », une plateforme numérique dédiée au métier de la danse contemporaine, et à promouvoir les danseurs et chorégraphes algériens sur le continent africain et le moyen orient, indique un communiqué reçu par notre rédaction.

Après l'expérience de la carte culturelle

de l'Algérie en 2018, le GTPCA lance aujourd'hui le 20 février le site internet www.raques.net, un espace virtuel qui met en épigraphe les pratiquants de cette discipline artistique et répertorie ses espaces de formation.

Raqes, qui signifie "danse" en Arabe, est une plateforme virtuelle dédiée entièrement à l'expression de la danse contemporaine.

Créé par le groupe de travail sur la politique culturelle en Algérie -GTPCA dans l'objectif est de mettre sous le projecteur les danseurs et chorégraphes algériens et de les promouvoir sur le continent africain et le moyen orient. Et aussi proposer des danseurs et chorégraphes pour le cinéma, la télévision la publicité, le clip vidéo, la radio, ainsi que le spectacle vivant.

Il est à noter que Raqes, est une initiative de conseil, de coaching et de casting entièrement dédiée aux projets artistiques et à la découverte de nouveaux talents.

Formé en 2012, le Groupe de Travail sur la Politique Culturelle en Algérie, est un collectif indépendant qui vise à renforcer le secteur de la culture, a déjà organisé plusieurs ateliers de formation consacrés au management des projets culturels

Meriem.D

annoncé le Centre national de la cinématographie et de l'audiovisuel. Djamel Bendeddouche a débuté sa carrière dans le théâtre radiophonique avant de rejoindre la télévision nationale au lendemain du recouvrement de l'indépendance. Il a réalisé de nombreux documentaires et courts métrages pour le compte de la télévision publique, dont "Le conflit", "Laboratoire" et "L'oiseau blanc" avant de rejoindre l'entreprise nationale de production audiovisuelle (Enpa) où il

produit de nombreuses œuvres pédagogiques. Djamel Bendeddouche, qui avait poussé sa formation en France et mettait un point d'honneur à former les nouvelles générations, avait fondé une entreprise de production audiovisuelle et avait signé son œuvre majeure "Arezki l'indigène" en 2007. Djamel Bendeddouche a été inhumé hier après la prière d'el âsar au cimetière d'Oued Erromane à Alger.

R. C.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 وزارة المسكن والعمران والمدينة
MINISTERE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
 مديرية التجهيزات العمومية لولاية بجاية
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA

NIF DU MAITRE DE L'OUVRAGE : 09 96 060190021 37

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015, portant la réglementation des marchés publics et délégations du service public, la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béjaïa, informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis du concours national restreint d'architecture N°16/2021 du 29/08/2021 paru aux quotidiens «الديار» & «L'EXPRESS» portant :

«ETUDE, SUIVI ET REALISATION D'UNE (01) ECOLE PRIMAIRE TYPE « D » AU NIVEAU DU SITE DES 4002 LOGEMENTS SIDI BOUDERHEM, COMMUNE DE OUED GHIR, WILAYA DE BEJAIA (CITES D'HABITAT INTEGRES 2021)»

-Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le projet est attribué provisoirement au bureau d'étude suivant :

BET : AR.T.E BACHIRI MOHAMED

Mt de la partie fixe vérifié : 3.650.000,00DA/TTC Délais des études : 90 jours
Mt de la partie variable vérifié : 5.800.000,00DA/TTC Délais de suivi : 06 mois
Mt de la mission étude et suivi vérifié : 9 450 000,00DA/TTC

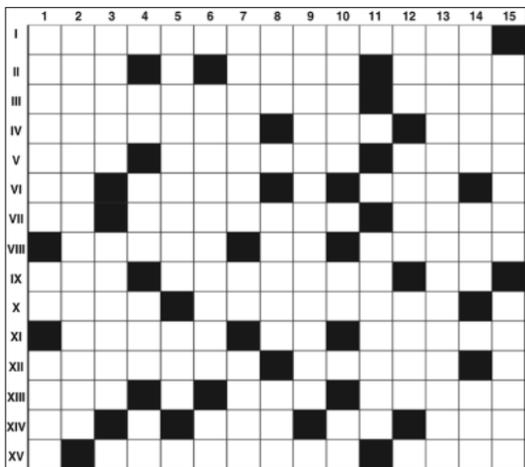
Note technique : 24/30 pts Note des prestations : 85pts
Note offre financière : 11,06/15 pts Note Globale : 96,06/100 pts

Nif du Co-contractant : 172061100403143

Les soumissionnaires ont un délai de dix(10) jours à partir de la première parution du présent avis sur les quotidiens nationaux pour formuler leurs éventuels recours. Sont aussi invités, les soumissionnaires intéressés à se rapprocher des services du maître de l'ouvrage au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication du présent avis à prendre connaissances des résultats détaillés de l'évaluation des offres financières.

L'EXPRESS DU 21/02/2022 ANEP : N° 2216003109

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT
 I. Recueil poétique de Victor, de 1856 (Les). II. Celle pour le rétablissement de la statue d'Henri 4 date de 1819. Victoire napoléonienne. Connais. III. De façon stricte. Durendal est celle de Roland. IV. Alcaloïde toxique. Fin de journées. Source de l'Ognon. V. Les Teutons en développement. Essayer. Terres en mer. VI. Lettres de Juliette. Destin. Patriarche à arche. VII. Initiales des prénom et nom de l'auteur des Hauts de Hurlevent. Juliette Drouet et Léonie Biard en ont été de belles. Celui du Panthéon domine toujours l'ancien emplacement des Feuillantines. VIII. Entrera dans la bataille. Fin de désir. Un certain code. IX. Celle de Jersey accueille la famille Hugo le 5 Août 1852. Charles y est, aux côtés de Léopoldine, à Villequier. Mesure jaune. X. Commune des Pyrénées-Orientales. Gainage musculaire. XI. Porté aux nues. Initiales du nom de Charles-Augustin, ami de Victor et d'Adèle. Habit. XII. 6, Place Royale sera celle des Hugo pendant 16 ans. Dans la Légende des Siècles, elle dure 5 jours entre Roland et Olivier. XIII. Général sudiste. Fin Octobre. Cérémoniaux. XIV. Aux lisières de Bièvres. Léopoldine l'avait pris dans son âge enfantin. Lieu de départ pour les enchaînés pour le bagne. Colère d'hier. XV. La maîtresse de Victor pendant 50 ans.

Saisons des vacances aux Roches.
VERTICALEMENT
 1. Euphrasie, de son vrai prénom. En plein ciel. C'est le nom que donne Victor à Blanche Lanvin, dans ses Carnets. 2. Recueil poétique de 1826. 3. Petit-Georges est celui d'Adèle 2. Charles Vacquerie est celui de Victor et d'Adèle. 4. Fin de souper. Celui de Lanka, c'est ex-Ceylan. Dupée. Tel Victor au bain de mer. 5. Celui de Victor était en hauteur pour écrire debout. Point besoin de cette drogue pour exalter notre homme. 6. Excitantes. Tête de Pinson. 7. Erotisa. Toto en tête. Il mérita sa retraite, après la Berezina. 8. Général américain qui brilla dans la campagne du Mexique. Ceux du clan Hugo étaient solides. Ce que fait l'Homme de Victor Hugo, en 1869. 9. Cette œuvre de 1872 raconte les douze mois de douleurs en tout genre (L'). 10. Victor aimait bien faire cela sur ses servantes. Deux lettres de Meurice. Ile de départ pour Cayenne. 11. Ce qu'était l'ami Louis Boulanger. 12. Se lance. Tel l'air des îles anglo-normandes. Gavroche en quelque sorte. 13. Ou Badinguet, ou Boustrapa. 14. Victor avait le sien à l'hémicycle. Joli mois des roses pour mourir. Long temps. 15. Tel notre Victor qui ne promettait pas tant à sa naissance. Il aimait à les voir nues, autant que les pieds.

Les mots fléchés

ENVIEUX EFFONDREE	PROFIT PETITE PATISserie	CABINET DE NOTAIRE DEMARREUR	NOTE CONFIRMES A LEUR POSTE	ONEREUSE APRES LA SIGNATURE	BASSESE DEVERSE
SALADE VERTE TEMPETES			CHIFFRE DIVIN AFRICAIn		
VIEUX DO ORIENT	REDRESSENT ECHELONS			TRAIT LUMINEUX EXCLAMATION	
PETIT RUMINANT	JOIE POPULAIRE STATION DES LANDES		PREMIERE PAGE PAREIL		PARTICULE CUVETTE
			SALUE L'AN NEUF OBTENU		METTAIT SUR LA PAILLE
RETIRE VILLE TURQUE		COURBE DU FLEUVE NEGATION		DUPÉ PERCÉ	ÉVASION
LIMITE ILE DE FRANCE			DYNAMIQUE PASSAGE A PIED		
	RISQUÉ	FAIRE DEPARTEMENT FRANÇAIS			DÉVÊTU ÉMISSION DE GAZ
JEU DE PIONS INAMICAL		TROMPERAI TITANE AU LABO			
				APERÇOIT	
SOUVERAINE			SOMME EN JEU		

A	N	C	I	E	N	N	E
A	N	E	A	N	T	I	S
I	N	S	O	L	E	E	S
V	I	S	I	O	N	N	E
A	S	P	I	R	I	N	E
C	A	N	O	N	I	S	E
N	A	N	C	E	I	E	N
L	A	N	I	E	R	E	S

TROUVEZ LES ANAGRAMMES DES 8 MOTS DE LA GRILLE DE GAUCHE POUR FORMER DANS LA GRILLE DE DROITE LE NOM D'HABITANTS DE VILLES FRANÇAISES (LES GENTILÉS).

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

HORIZONTALEMENT :
 I. JEUX OLYMPIQUES. II. UP. BI. ALLURE. III. SALLE. STA. AERES. IV. TUTUS. ECOLE. NC. V. AL. CENTRE. STO. VI. UE. AI. EFFORT. VII. PRINCES. IO. VIII. OR. ELLE. CRAIE. IX. ROBES. CLAMENT. X. PUC. AT. OTER. XI. STEM. DUCATI. INS. XII. IH. PIOLET. XIII. DECATHLON. NON. XIV. RECORD. EU. UNSS. XV. PESEE. TENTEE.

VERTICALEMENT :
 1. JUSTAUCORPS. 2. EPAULE. ROUTIERE. 3. LT. BCEHCES. 4. LUCARNE. ACE. 5. OBESE. SA. CTOE. 6. LI. NE. TD. HR. 7. TACLE. LD. 8. MATERIEL. WC. 9. PLACE. SEC. APNEE. 10. IL. LOTI. UN. 11. QUALIFICATION. 12. UREE. FORME. LOUE. 13. EER. SO. AERIENNE. 14. ENTRAIN. NT. 15. ASCOT. ETES. PSG.

I	G	N	A	M	E
S	U	E	R	A	I
P	A	G	O	D	E
A	D	U	L	A	S
M	E	N	A	G	E
S	L	O	G	A	N
R	O	U	S	S	I
A	U	D	A	C	E
S	P	I	N	A	L
C	E	S	U	R	E

P	P	M	P					
C	A	P	I	T	U	L	E	R
C	R	A	T	U	R	E	R	A
A	T	T	I	R	A	N	T	S
I	E	L	I	T	E	S		
I	C	I	U	S	E	I		
U	N	I	T	P	S			
P	L	A	N	T	E	R	A	
P	A	N	S	E	S	T	A	
P	R	I	T	A	L	I	E	N
T	E	N	U	E				
L	E	S	T	U	N	E	S	

MOTS MÊLÉS N°3

- | | | |
|------------|---------------|------------|
| ABSTENTION | ELECTEUR | PROGRAMME |
| BULLETIN | ELECTION | PROMESSE |
| BUREAU | ELIRE | RANG |
| CAMP | FRAUDE | SCRUTATEUR |
| CAMPAGNE | HEMICYCLE | SCRUTIN |
| CANDIDAT | ISOLOIR | SENATEUR |
| CARTE | LISTE | SIEGE |
| CHAMBRE | MAIRE | SLOGANS |
| CONSEIL | MANDAT | SONDAGE |
| COUT | OPINION | SUFFRAGE |
| DEBAT | PARAPHE | TOUR |
| DEFI | PARLEMENTAIRE | VOIX |
| DEPUTE | PARTI | VOTER |
| DROIT | PESER | |

SOLUTION DES MOTS MÊLÉS N°2 :
 La phrase-mystère est : CINQ PAR JOUR

P	C	D	T	A	D	I	D	N	A	C	X	I	O	V
O	A	O	R	B	E	P	B	T	A	D	N	A	M	O
P	M	R	U	S	F	M	M	U	A	E	R	U	B	T
I	P	I	L	T	I	A	O	A	L	E	L	I	R	E
N	A	O	H	E	M	I	C	Y	C	L	E	U	T	R
I	G	L	I	N	M	R	P	R	O	M	E	S	S	E
O	N	O	I	T	C	E	L	E	T	T	I	T	S	C
N	E	S	E	I	T	M	N	E	A	L	E	E	I	O
E	R	I	D	O	G	M	G	T	S	G	N	L	E	N
H	B	D	U	N	E	A	U	N	A	A	T	E	G	S
P	M	R	A	V	R	R	A	D	T	I	T	C	E	E
A	A	R	R	F	C	G	N	E	O	U	R	T	T	I
R	H	R	F	S	O	O	U	R	P	E	S	E	R	L
A	C	U	T	L	S	R	D	E	B	A	T	U	A	O
P	S	T	S	I	E	P	D	N	I	T	U	R	C	S

IMMOBILIER VENTE

● Cabinet de gestion immobilière met en location un duplex bien fini, luxueusement meublé et bien situé avec une belle vue dégagée, étage 5 et 6eme. en toutes commodités ;eau, électricité, gaz, chauffage central. sis au centre ville, tizi ouzou.

prix : 50 000 da/mois. accepte longue durée (01 année).

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous:

Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 14

● Cabinet de gestion immobilière met en vente un logement de type f3 bien fini, surface 87 m² environ situé au 2eme étage. bâtisse très bien finie, avec 02 façades et en toutes commodités, acté et accepte un crédit bancaire. sis à lot bouzar, tizi ouzou.

prix : 840 u négociable.

pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous :

Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 13/14

● Cente une carcasse khraissia hai salam 200 m2 bâtie sur 168 m2 r+1 possibilité r+3 deux garages dardine façades de 12 mètres l'eau gaz vrd electricité acte décision la cadastre et passer au 2015

Le prix : 3 milliard négociable
Tél mob : 07 72 96 4093

● vente des terrain caractere promotionnel industreil agricole partenariat habitation residentiel

Tél fixe : 023 94 91 40
Tél mob : 0795 78 66 93

● agence immo loue villa haouche chaouch el achour convient pour habitation,bureau,centre de remise en forme,spa ou autre.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Vente ou partenariat terrain.caractère agricole lieu boumerdess sidi belabess bouira tlemcen tiziouzou temouchent bejaia blida.

Tél mob : 0795 78 66 93

IMMOBILIER LOCATION

● Particulier à particulier loue studio toutes commodites , libre de suite, meublé climatisé, interphone , à boumerdes au 1er niveau de villa proche de liap et inh. constitué d'1 pièce avec chambre a coucher, 1 cuisine avec réfrigérateur et cuisiniere, 1 salle de bain, 1 hall avec 1 table et 4 chaises et 1 balcon. convient à un couple marié sans enfants. 30000 da par mois (3 mois d'avance) curieux, intermédiaires, célibataires : s'abstenir.

Tél mob : 0552 02 32 36

● Agence immo loue un appartement f3 residence les pins ouled fayet bien situé avec toutes commodites / cuisine équipée/ chauffage central / climatisation / parking sous sol / espace vert / ...etc / prix : 100 000 da

Tél mob : 0662 86 06 96

● Studio + salle de bain + petite courre à 1 700 000 centimes par mois et 20 400 000 centimes par an.

Tél mob : 0553 45 17 65

● Agence immo loue baba hassen très



bien situé,sur le boulevard 03 niveaux,composé de trois f4,libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Agence immo loue un appartement f3 a cheraga en plein centre ville bien situé convient habitation où bureaux.

Tél mob : 0662 86 06 96

OFFRES D'EMPLOI

● Agence immo loue niveau villa f4 boudjemaa tamime, draria,libre de suite.

Tél mob : 0771 38 73 65

● Nous cherchons une fille qui sera chargée de la facturation et du suivi de la comptabilité avec nos sociétés informaticien / informaticienne description missions :

- monter, installer et mettre en service les nouveaux matériels informatiques
- former les utilisateurs
- intervenir en assistance et réparation
- ordonnancer le déroulement des travaux
- réaliser les archivages et les sauvegardes des données
- suivre et mettre à jour l'information technique, économique et réglementaire
- diagnostiquer les défaillances et proposer des solutions d'amélioration
- suivre l'état des stocks.

Tél mob : 06 57 84 93

● Nous sommes une société 100% tunisienne et maintenant ouverte en algérie.

si vous êtes intéressé pour faire un complément de salaire avec une possibilité de dépasser 60 000 dz par mois.

pour les étudiants est aussi possible de faire un salaire.

Tél mob : 0553 21 83 26

● Nous sommes un laboratoire d'analyse spécialisé dans les décapages de billet de banque tel que euro dollar dinar etc..... quelque soit ça couleur (noir - vert etc..)

Tél mob : 0554 26 01 89

INFORMATIQUE

● Bienvenue au service officiel labo du monde, nous mettons à la disposition de nos matériel et produit, un service rapide et efficace dans le nettoyage de billets de banque masquer et crypter dans les couleurs suivantes: noir,vert et rouge notre principale est de faire tout notre possibilité que nos clients soint satisfaite

de se d'argent crypte et de relever ceux parmi les clients qui sont:découragés et nous mettons à leur disposition les solutions ci-dessous: machine. produits efficaces et rapide et manuellement.nos principaux clients sont les banques et organisations humanitaires, les clients ayant des fortunes cryptées sont également les bienvenus.

Tél mob : 0650 79 83 25

● Vends des compteuses de billets ayant une fiabilité incomparable et un rapport qualité/prix très avantageux, homologuées par la poste d'algérie elles détectent les faux billets par u.v et m.g

Prix : premier modèle (la blanche) 16000 da h.t , deuxième modèle (la noire) 25000 da h.t, 3ème modèle (la grise) 30000 da h.t
- Garantie 12 mois, - possibilité de vente avec facture, - vente en gros et en détail.
- Livraison sur tout le territoire national avec paiement à la réception

Tél mob : 0770 91 23 53

● Spéciale promotion au laboratoire france dubois. Laboratoire france dubois exerce ses fonctions dans le cadre de décapage des billets de banque masqué de multiple couleur noir, vert, rouge, jaune et de devise internationale et nationale euro,

dollar, dinar algérien, dirham.

Tél mob : 0541 47 58 50

AUTO - MOTO

● Toyota 4x4 très propre et très solide

Marque: Toyota

Modèle: Rav 4

Année : 2013

Kilométrage : 207000

Carburant : Diesel

Puissance : 13 chevaux

Tél mob : 0559 78 62 46

● Vends fiesta titanium en très bon état, année 2012, la tole et le moteur en parfait état de marche.

Marque : Ford

Modèle : Fiesta

Année : 2012

Kilométrage : 250 000

Carburant : Essence

Tél mob : 0776 53 29 11

À VENDRE

APPARTEMENT de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse
Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible
Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles
Tel: 0770829271



Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Tel/FAX Administration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com / Email: redaction@express-dz.com / Site Web: www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

IMPRESSION SIA ALGER BAB EZZOUAR

PUBLICITÉ : POUR TOUTE PUBLICITÉ, S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

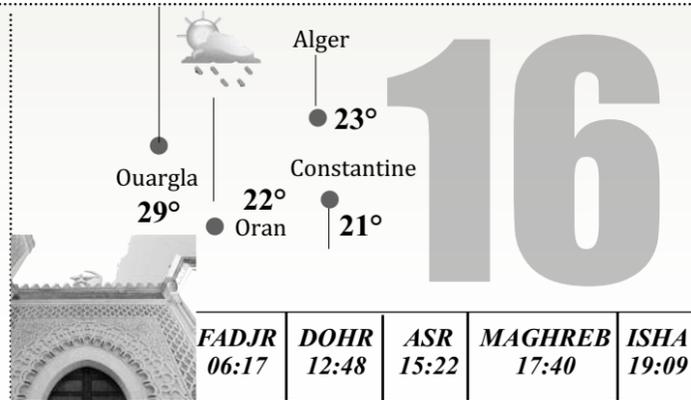
TOUT DOCUMENT ET PHOTO REMIS À LA RÉDACTION SONT LA PROPRIÉTÉ DU JOURNAL.

188

ET 10 DÉCÈS

Cent quatre-vingt et huit (188) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), et 10 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier, le ministère de la Santé dans un communiqué.

LA DÉCRUE DES CAS DE CORONAVIRUS CONTINUE



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 21 FÉVRIER 2022 // N°247 // PRIX 20 DA

EN CONSTRUCTION DEPUIS PLUS DE 12 ANS

CHU de Bejaïa, rêve ou réalité ?



Idir Mehdaoui

Bien qu'il ait connu un début de construction depuis plus de 12 ans, le CHU de Bejaïa est déjà enterré, selon toute vraisemblance. Aujourd'hui, les spécialistes de la santé s'interrogent sur les raisons de l'abandon du projet, malgré les promesses des pouvoirs publics qui semblent « vendre du rêve », selon les propos des citoyens de cette région. Malgré plusieurs choix de terrains, notamment dans la commune de Boukhef, à l'est de Bejaïa, où a été décidée la construction du CHU, la démarche est compromise faute de financement. Après donc plusieurs années d'attente, et au lieu de réaliser cette structure très importante qui pourrait répondre aux besoins de la population, les autorités locales, notamment la wilaya, ont opté pour la reconversion de locaux à usage professionnel au niveau de Sidi Ali Lebhar, à quelques encablures de l'aéroport Abane Ramdane, à 5 km du chef-lieu de la wilaya pour les rattacher à l'hôpital Khellil Amrane. Aujourd'hui et après plusieurs années, le ministre de la santé Abderrahmane Benbouzid a déclaré lors de la séance plénière consacrée aux

questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), qu'une solution a été trouvée pour la réalisation d'un CHU d'une capacité de 500 lits et que le projet du CHU de Bejaïa redémarrera prochainement. La question qui se pose, c'est de savoir quand ? Dans plusieurs mois ou plusieurs années ? Le Projet du CHU de Bejaïa sera concrétisé en transformant des sièges de l'administration située au niveau du centre-ville " ainsi plusieurs autres projets seront réalisés au niveau de la wilaya de Bejaïa, « Plusieurs projets en cours de réalisation à Bejaïa, ainsi que l'acquisition des ambulances au profit de plusieurs structures de santé, dont le budget alloué dépasse les 8 milliards de dinars », selon les déclarations du ministre de la santé. A cet effet, la direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaïa a attribué provisoirement au BETW (Bureau d'Etude Technique et d'Architecture de Wilaya) le projet pour l'étude et suivi pour l'extension et l'aménagement des locaux professionnels en CHU à Sidi Ali Lebhar à 5 km du chef-lieu de la wilaya et ce conformément aux dispositions de l'article 65 du décret 15/243 du 16 septembre 2018, portant réglementation des marchés

publics et délégation de service. En attendant sa concrétisation, tout en espérant qu'il sera réalisé dans les délais puisqu'il a été gelé à deux reprises notamment en 2014 et en 2016, toutes nos tentatives de joindre par téléphone les secteurs concernés, notamment, le secrétaire Général du ministère de la santé, le cabinet, la direction des équipements de la wilaya de Bejaïa, ou encore la direction de la réforme hospitalière, sont restées vaines.

Idir Mehdaoui

ELLES AGISSAIENT SOUS COUVERT D'ACTIVITÉ COMMERCIALE

10 PERSONNES ARRÊTÉES À ALGER DANS UNE AFFAIRE DE PROSTITUTION

M.Emad-Eddine
Les services de la sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté dix individus impliqués dans une affaire de prostitution et de détention de drogues et de psychotropes sous couvert d'activité commerciale, a indiqué hier,

un communiqué des mêmes services. L'opération, menée sous la supervision du parquet territorialement compétent, a permis aux éléments de la police, après obtention d'un mandat de perquisition, d'arrêter 10 individus, dont 5

femmes et de saisir un montant de 164.600 Da, deux morceaux de cannabis, 18 comprimés psychotropes, un billet de 2000 Da contenant une poudre blanche, 16 pilules contraceptives et 13 préservatifs, a ajouté la même source.

OPÉRATION DE RECHERCHE ET DE RATISSAGE DANS LA FORÊT D'OUED EDOUAR

LES 7 TERRORISTES ABATTUS À SKIKDA IDENTIFIÉS



M.Emad-Eddine

Suite à l'opération de recherche et de ratissage toujours en cours, dans la forêt d'Oued Edouar près de la commune de Beni Zid, daïra de Collo, wilaya de Skikda en 5e Région Militaire, qui s'est soldée, hier samedi 19 février 2022, par l'élimination de sept (07) terroristes et la récupération de six (06) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, un (01) fusil à lunette, des quantités considérables de munitions, des moyens de communication ainsi que des vêtements, des médicaments et d'autres effets, l'opération d'identification a permis de déterminer l'identité des sept terroristes abattus. Il s'agit en l'occurrence de :

-«Far Rachid» dit «Abdelhay», qui

avait rallié les groupes terroristes en 1994.

-«Ferkous Abdelkrim» dit «Nouh», qui avait rallié les groupes terroristes en 1994;

- «Dib Ilyes» dit «Abou Ismaïl», qui avait rallié les groupes terroristes en 1995;

-«Bouyessri Kamel» dit «Ibrahim El-Kaïda», qui avait rallié les groupes terroristes en 1996 ;

-«Ghodhbane Abdelkrim» dit «Abass El Khroubi», qui avait rallié les groupes terroristes en 2002 ;

-«Yousfi Khaled» dit «El Gaagaa», qui avait rallié les groupes terroristes en 2008;

-«Sekkat Azzedine» dit «Djaber El Merouki », qui avait rallié les groupes terroristes en 2009.

MAROC

PLUS DE 40 VILLES SE SOULÈVENT CONTRE LE RÉGIME

Plus de 40 villes marocaines ont annoncé leur participation, hier, aux protestations auxquelles ont appelé plusieurs organisations de défense des droits humains dans le Royaume, sous le slogan "A bas la tyrannie et la corruption", pour dénoncer la politique du régime du Makhzen qui a beaucoup nui au peuple marocain. L'Association marocaine des droits de l'homme a confirmé, dans un communiqué, la participation de dizaines de villes aux sit-in prévus ce soir, en réponse à l'appel du Front social marocain, à l'occasion de la Journée internationale de la justice sociale. La plus grande association

de défense des droits de l'homme au Maroc a signalé que la Journée internationale de la justice sociale intervient "au moment où notre pays connaît de sérieuses régressions, que ce soit en termes de droits économiques, sociaux, environnementaux, ou de droits civiques et politiques". A cette occasion, l'association a exprimé son soutien aux mouvements sociaux dans leur lutte pour le droit à une vie décente, critiquant "l'exploitation par l'Etat de la pandémie de Covid-19 (...) pour contrôler l'espace public dans un climat social marqué par des actions de protestations". De son côté, le

Front social marocain a annoncé, dans une liste non définitive (jusqu'à 14h30 samedi), la participation de 42 villes aux protestations prévues hier, afin de "renverser la tyrannie et la corruption et parvenir à une société de dignité, liberté, justice sociale et d'égalité effective entre tous".

Le Front social marocain a appelé le peuple marocain à participer en force aux sit-in de protestation pour dénoncer "la tyrannie croissante, la cherté scandaleuse de la vie ainsi que les restrictions et répressions des droits et libertés publiques et syndicales".